

Étude  
sur l'immigration  
et les objectifs  
démographiques  
du Canada

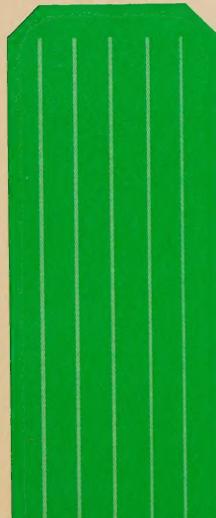
CA1 MI 5

-74 S0503  
FRE



# **Certains aspects de l'intégration et de l'adaptation des immigrants**

Anthony H. Richmond





Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117673533>

CA1 MI 5

-7450503

Étude  
sur l'immigration  
et les objectifs  
démographiques  
du Canada

# Certains aspects de l'intégration et de l'adaptation des immigrants

Anthony H. Richmond



Main-d'œuvre  
et Immigration

Manpower  
and Immigration

© Droits de la Couronne réservés

En vente chez Information Canada à Ottawa, K1A 0S9  
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX  
1683, rue Barrington

MONTRÉAL  
640 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA  
171, rue Slater

TORONTO  
221, rue Yonge

WINNIPEG  
393, avenue Portage

VANCOUVER  
800, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: \$1.50 N° de catalogue MP23-37-1974-5-3F

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada  
Ottawa, 1974

La présente étude fait partie de divers travaux semblables commandés dans le cadre de l'Étude sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada. Elle a pour objet d'éclairer le public sur les questions qu'elle traite. Les vues et conclusions qu'elle renferme sont la seule responsabilité de l'auteur et ne traduisent pas nécessairement celles du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.

## REMERCIEMENTS

En rédigeant le présent rapport, je me suis fondé en grande partie sur les études que mes collègues et moi-même avons faites dans le cadre du Programme de recherches ethniques de l'Institute for Behavioural Research de l'Université York. Je tiens à remercier tout particulièrement Karen Kaplan, John Goldlust et Brigitte Neumann pour l'aide qu'ils m'ont apportée à diverses reprises. Je me suis servi des données statistiques émanant de l'Institut canadien d'opinion publique, de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et d'une étude menée à Calgary et à Edmonton par le *Conseil des ressources humaines de l'Alberta*. Ces études ont été intégrées à la banque de données de l'Institute for Behavioural Research de l'Université York. Je suis reconnaissant à James Wirth, de la Division de l'analyse des données, de l'Institut, pour son aide dans la classification des données contenues dans ces études, ainsi qu'à David Wilson du Département de sociologie, Université York, qui m'a aidé à classer les données que renferme ma propre étude sur la région métropolitaine de Toronto. Cette dernière étude a été menée en 1970 par le Centre des enquêtes de l'Université York.

Il va sans dire que toute l'aide susmentionnée ne dégage pas l'auteur de sa responsabilité pour les opinions qu'il exprime dans le présent rapport et les erreurs réelles ou d'interprétation qui auraient pu s'y glisser. Je suis particulièrement reconnaissant à ma secrétaire, Irena Wodzianska, qui a travaillé sans relâche à la préparation des versions provisoire et finale du rapport.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	
1. INTRODUCTION .....	1
2. LES FACTEURS SE RATTACHANT À LA SITUATION AU CANADA .....	4
Attitudes vis-à-vis de l'immigration au Canada .....	6
3. TRAITS CARACTÉRISTIQUES DES IMMIGRANTS .....	15
Les circonstances et les causes de l'immigration .....	16
L'influence du niveau d'instruction .....	17
4. LA DURÉE DE RÉSIDENCE ET LE PROCESSUS D'ADAPTATION .....	21
L'emploi et la mobilité professionnelle .....	23
L'intégration culturelle et sociale .....	25
Les maîtresses de maisons et les enfants .....	30
La satisfaction devant la vie au Canada .....	31
5. LA CITOYENNETÉ ET L'ESPRIT D'APPARTENANCE AU CANADA .....	34
6. MODES D'ADAPTATION DES IMMIGRANTS AU CANADA .....	43
Les villageois urbains .....	43
Les Anglo-Canadiens conformistes .....	44
L'immigrant intégré de façon pluraliste .....	44
L'immigrant de passage .....	45
L'immigrant déçu .....	45
7. RÉSUMÉ ET CONCLUSION .....	48
La situation canadienne .....	48
Traits caractéristiques des immigrants .....	49
Le processus et les modes d'adaptation .....	50
BIBLIOGRAPHIE .....	52



## INTRODUCTION

De 1946 à 1971, plus de trois millions et demi d'immigrants sont entrés au Canada. Lors du recensement de 1971, 2.3 millions y résidaient encore. Si l'on tient compte des décès, cela signifie qu'un peu moins de un sur trois sont retournés dans leur pays d'origine ou se sont installés dans un autre pays. Ce fait révèle la tendance croissante qui s'est manifestée durant l'après-guerre. À la même époque, des Canadiens quittaient leur pays pour aller séjourner et travailler à l'étranger, pendant diverses périodes de temps, et plusieurs d'entre eux rentraient au Canada par la suite. Dans le monde entier, le contrôle politique et administratif sur l'émigration et l'immigration a remplacé les obstacles d'ordre géographique, à mesure que les moyens de transport aérien devenaient de plus en plus faciles et nombreux. Le transport par avion est maintenant si bon marché ou les moyens de paiement sont si faciles que l'accès d'un pays à un autre est à la portée de tous. Toutefois, ni la population du monde ni sa richesse ne sont également réparties. Le niveau de vie élevé du Canada et sa sous-population apparente en font un lieu de destination intéressant pour nombre d'habitants de pays moins industrialisés qui cherchent à améliorer leur situation du point de vue économique. En même temps, des mouvements et des échanges de population importants se font entre les centres urbains des sociétés hautement industrialisées, surtout dans le cas des spécialistes, des gestionnaires et des techniciens.

Le Canada connaît des changements sociaux rapides attribuables à l'évolution de l'équilibre démographique, des possibilités accrues d'instruction au niveau supérieur et une évolution structurelle de son économie par suite des progrès technologiques. On ne saurait postuler que les conditions qui se sont révélées favorables à l'assimilation d'un grand nombre d'immigrants au cours des vingt-cinq dernières années se maintiendront durant le dernier quart du vingtième siècle. Nous nous acheminons rapidement vers une phase de développement post-industriel qui se caractérise par un certain nombre de changements interdépendants. Il s'agit, entre autres, des suivants: la rapidité croissante de tous les modes de transport et de communication; la substitution de l'énergie nucléaire à d'autres combustibles; l'automatisation de nombreux secteurs de l'industrie de transformation; enfin, l'utilisation d'ordinateurs pour un grand nombre de travaux routiniers d'écriture, de comptabilité et de calcul. Un autre phénomène typique est l'apparition de machines, ou de diverses autres formes de libre-service mécanisé, pour effectuer les travaux les plus humbles dans le domaine des services et divers autres secteurs. La demande de main-d'œuvre non spécialisée diminuera et le besoin de personnel instruit et bien formé augmentera à l'avenir (Porter, 1968; Richmond, 1969).

La population du monde croît à un taux exponentiel et l'on prévoit qu'elle doublera d'ici 35 ans, à moins que des mesures draconiennes ne soient prises partout, et principalement dans les pays en voie de développement, en vue de réduire la natalité. Déjà, la répartition de la population et de la richesse est très inégale et les pays industrialisés consomment une part disproportionnée des ressources non renouvelables. Les conséquences à court terme de tout bouleversement du commerce international et des restrictions à l'offre de pétrole ou d'autres

matières premières essentielles dont dépend l'industrie ont déjà pu être observées à la suite de l'embargo sur les produits pétroliers que les pays arabes ont décrété à l'égard de divers pays. Ces difficultés immédiates sont un présage spectaculaire de la crise économique, et peut-être même de l'effondrement total, qui pourrait résulter à long terme, si l'on ne réussit pas à planifier la croissance de la population, à conserver les ressources et à contrôler la pollution (Meadow and Meadows, 1972; Cole, *et al.*, 1973). Toutefois, la dynamique de la croissance mondiale de population et de la consommation des ressources tend à faire oublier le problème de la répartition. Même un déplacement de population à grande échelle, des pays en voie de développement vers les pays industrialisés, ne contribuerait que très peu à soulager la pauvreté dans les premiers et risquerait de compromettre la stabilité économique et les régimes complexes d'assistance sociale de ces derniers. En même temps, des mesures s'imposent pour contrecarrer les tendances actuelles voulant que les pays riches continuent à s'enrichir alors que les pays pauvres ne cessent de prendre de plus en plus de retard. Si des pays comme le Canada veulent entrer dans la phase de développement post-industriel, cela ne doit pas se faire aux dépens du reste du monde ou bien la tension internationale qui en résulterait pourrait être désastreuse.

Le Canada est déjà capable de satisfaire à presque tous ses besoins en spécialistes et techniciens hautement qualifiés. Toutefois, cette main-d'œuvre, qu'elle soit formée ici ou ailleurs, semble accuser une mobilité extrême. Les Canadiens qui ont une formation poussée voudront peut-être se joindre aux migrants de passage qui consacrent diverses périodes de temps à l'étranger pour acquérir de l'expérience et se perfectionner dans leur profession. Or ces migrants sont eux-mêmes les agents de la révolution post-industrielle. Ils maintiennent un réseau de communications internationales au moyen desquelles se réalisent les innovations techniques et sociales. Ils pourraient, à l'avenir, jouer un grand rôle dans l'aide aux pays en voie de développement. Le Canada s'en ressentirait si ses propres ressortissants ne pouvaient voyager et travailler librement à l'étranger comme ils le désirent. De même, nous continuerons à avoir besoin d'immigrants hautement qualifiés pour remplacer, temporairement ou en permanence, les Canadiens qui partent. Nous avons besoin d'un «échange de cerveaux» qui favorise les pays en voie de développement plutôt que de l'inverse, comme cela s'est produit jusqu'à présent (Adams, 1968; Hekmati et Glaser, 1973). Il continuera à y avoir un échange de spécialistes, de gestionnaires et de techniciens hautement qualifiés entre les principaux centres urbains du monde. Tout devrait être mis en oeuvre pour réduire les obstacles à leur entrée rapide sur le marché du travail, dans des emplois qui correspondent à leur compétence, et pour faciliter leur intégration sociale.

Une bonne politique d'immigration pendant les quelques prochaines années doit tenir compte du fait que tous les immigrants n'ont pas l'intention de s'établir au Canada en permanence. Il continuera à y avoir un échange de personnel hautement qualifié entre les centres urbains, situés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Canada. Certains immigrants moins qualifiés pourraient également vouloir s'installer au Canada de façon passagère, et il faut déployer tous les efforts possibles pour assurer qu'ils ne seront pas exploités. À cet égard, les syndicats ont un rôle important à jouer en collaboration avec les gouvernements, lesquels feraient bien d'observer et de relever les normes de travail et d'assurer qu'elles sont effectivement respectées. Dans le même temps, le besoin d'un afflux modéré d'immigrants permanents et de leur famille continuera. Les gouvernements fédéral et provinciaux

et les administrations municipales, ainsi que les organismes bénévoles, devront faire davantage pour aider ces immigrants pendant la période de transition et leur permettre de s'intégrer pleinement au Canada.

La présente étude porte sur les facteurs qui ont concouru à l'assimilation des immigrants au Canada, pendant le dernier quart de siècle. On ne saurait postuler que les immigrants vont tout simplement s'assimiler à la société environnante pour disparaître finalement en tant qu'individus ou groupes distincts. Le Canada lui-même est une société bilingue et multiculturelle qui est, en outre, divisée par des différences régionales et sociales. Au cours des générations, les immigrants ont apporté une contribution appréciable au mode de vie canadien et se sont insérés de différentes façons dans le kaléidoscope qu'est notre société<sup>1</sup> (Burnet, 1973). De même qu'il n'y a pas un seul «mode de vie canadien» mais de nombreux styles différents selon les régions, la langue, la religion, l'instruction et les préférences personnelles, il n'existe pas un mode unique d'adaptation des immigrants à la vie canadienne.

Les facteurs qui concourent à l'assimilation des immigrants et à leur mode d'adaptation peuvent se grouper en trois catégories principales:

1. Les influences qui découlent de la situation au Canada et qui peuvent varier selon le temps et le lieu.
2. Les caractéristiques et la situation des immigrants eux-mêmes avant leur arrivée.
3. La durée de résidence au Canada et les effets de l'interdépendance avec les Canadiens de naissance et les immigrants arrivés plus tôt. Ces effets peuvent être observés dans le contexte de l'intégration économique, de l'acculturation, de l'intégration sociale, de la satisfaction des conditions de vie, ainsi que du degré d'intégration et du sentiment d'appartenance au Canada que manifestent les immigrants eux-mêmes.

<sup>1</sup> Je suis reconnaissant au Dr Jean Burnet qui m'a proposé ce terme de «kaléidoscope», lequel suppose un mouvement constant. C'est une meilleure métaphore pour décrire la composition ethnique du Canada que l'expression beaucoup plus figée de «mosaïque».

## LES FACTEURS SE RATTACHANT À LA SITUATION AU CANADA

Les deux décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale ont été particulièrement favorables à l'assimilation d'un grand nombre d'immigrants. Le faible taux de natalité pendant la période de l'entre-deux-guerres a entraîné une pénurie relative de jeunes adultes pour occuper le nombre croissant d'emplois engendrés par l'expansion rapide de l'économie. Plus de la moitié de l'augmentation de l'effectif de main-d'œuvre au cours de cette période est attribuable à l'immigration. Le nombre absolu d'immigrants arrivant chaque année s'est ressenti des fluctuations du taux de chômage et de croissance économique (Parai, 1969; Marr, 1972). Malgré les efforts déployés au cours de la période immédiate de l'après-guerre pour diriger les immigrants vers le secteur agricole, vu les pressions considérables des agriculteurs qui manquaient de main-d'œuvre, la majorité des immigrants a partagé avec les Canadiens d'origine une préférence pour la vie en milieu urbain, et surtout dans les grandes agglomérations. Les trois quarts de tous les immigrants d'après-guerre se sont en fin de compte établis dans les principales régions métropolitaines du Canada où leur arrivée a coïncidé avec une augmentation rapide du nombre de logements et d'emplois. Les immigrants ont constitué une grande partie de l'effectif de main-d'œuvre dans le secteur dynamique de la construction et des industries de transformation. Bien qu'il y ait eu inévitablement une certaine concurrence entre les immigrants et les Canadiens d'origine du point de vue de l'emploi (surtout au cours des périodes de récession survenues en 1960-1961 et en 1971), le taux général de la croissance économique, joint à la multiplication du nombre d'emplois et à la mobilité en hausse de la main-d'œuvre au Canada, a facilité leur assimilation. Contrairement à ce qui s'est passé en Grande-Bretagne, il n'y avait pas pénurie de logements, et donc pas de graves problèmes de surpopulation, même s'il y a eu des cas d'occupation multiple de logements dans certains quartiers de centre-ville (Neumann, *et al.*, 1973).

Après la Seconde Guerre mondiale, le Canada a adopté une politique active d'encouragement à l'immigration, car on estimait que c'était un bon moyen d'accroître la population et de stimuler la croissance économique. Au cours de la dernière décennie, le programme d'immigration a été exécuté plus en accord avec les politiques concernant la main-d'œuvre et les besoins particuliers à cet égard et moins en fonction des aspects sociaux ou démographiques. Après la séparation de la Direction de la citoyenneté du ministère de l'Immigration, en 1966, il est devenu plus difficile de rattacher l'immigration aux questions plus vastes de l'intégration sociale à long terme, des relations ethniques et du multiculturalisme. Toutefois, malgré l'insistance sur les besoins en main-d'œuvre, on encourageait les immigrants à se fixer en permanence au Canada et à y faire venir leurs proches parents par la suite.

Cette politique contraste avec celle qu'ont adoptée d'autres pays, dont la Grande-Bretagne, la France et d'autres pays de l'Europe occidentale. Bien que ces pays aient parfois connu de graves pénuries de main-d'œuvre qui furent comblées par des immigrants, ils n'ont pas cherché à encourager l'installation permanente et ont imposé plus de restrictions à l'immigration (Bohning, 1972). Toutefois, la

politique d'immigration du Canada n'a pas revêtu un aspect également positif pour tous les pays d'émigration. Jusqu'à il y a dix ans, on accordait une préférence marquée aux immigrants provenant de la Grande-Bretagne et de l'Europe occidentale. Une discrimination ouverte s'exerçait à l'égard des immigrants provenant de l'Afrique, de l'Asie, de la région des Caraïbes et d'ailleurs. Bien qu'on ait supprimé officiellement la discrimination raciale en 1962, la distribution géographique des bureaux d'immigration canadiens à l'étranger, jointe à l'adoption d'un système de sélection «par points» qui favorisait les candidats possédant un niveau élevé d'instruction et des compétences professionnelles, a continué de faire en sorte que la majorité des immigrants arrivant au Canada étaient d'origine européenne. Néanmoins, la proportion d'immigrants noirs et asiatiques est passée annuellement de moins de 3 p. 100 avant 1966 à presque 25 p. 100 depuis 1970 (Cowan, 1972).

Malgré l'encouragement délibéré donné à l'immigration, l'appui du gouvernement aux services destinés à faciliter l'adaptation et l'intégration des immigrants a été limité. Par comparaison avec ce qui s'est fait dans d'autres pays d'immigration, comme l'Australie, et dans d'autres pays qui n'encourageaient pas l'immigration, comme la Grande-Bretagne, la quantité et la qualité des services destinés aux immigrants ont été faibles au Canada. Comme Freda Hawkins l'a dit: «Il est manifeste aujourd'hui que les problèmes épineux en matière d'immigration au Canada relèvent des autorités fédérales et appellent le besoin d'une plus grande collaboration entre les administrations fédérale, provinciale et locale dans la prestation de services aux immigrants» (Hawkins, 1972:369).

On a déjà dit qu'il existe au Canada d'importantes différences régionales, linguistiques et culturelles, lesquelles influeront probablement sur l'assimilation et l'adaptation des immigrants. La situation au Québec diffère sensiblement de celle de l'Ontario et des autres régions du Canada et fera l'objet d'un rapport distinct. Même au sein des provinces anglophones, on remarque des variations considérables. La situation économique et sociale dans les provinces maritimes a été moins favorable à l'assimilation d'immigrants. Plus de la moitié des immigrants d'après-guerre se sont installés en Ontario. La région métropolitaine de Toronto, en particulier, autrefois à prédominance «protestante blanche et anglo-saxonne» est devenue l'une des plus cosmopolites du monde. Par suite de la vague d'immigration dans l'après-guerre, plus de la moitié des chefs de famille dans la région métropolitaine de Toronto étaient d'origine étrangère en 1971. Cela a provoqué un degré très marqué de pluralisme culturel et à une grande complexité institutionnelle.

Certains groupes d'immigrants, à Toronto, parviennent à se suffire à peu près à eux-mêmes en matière de services commerciaux et professionnels, d'installations culturelles et de loisirs, de journaux, de services de radio et de télévision, d'organismes de bien-être, d'églises et, dans certains cas, d'écoles (à temps plein ou partiel) dédiés au maintien de la langue et de la culture (Richmond, 1967a). D'autres régions métropolitaines du Canada, bien qu'ayant une grande proportion d'immigrants, ne manifestent pas un degré aussi marqué de pluralisme structurel et culturel. Néanmoins, le fait que 29 p. 100 de la population du Canada soit francophone et qu'il y ait deux langues officielles a prédisposé les gouvernements successifs à se soucier des besoins et des intérêts particuliers des minorités nationales, linguistiques et religieuses (Richmond, 1969a).

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement fédéral a maintenu une

Direction de la citoyenneté qui travaille en liaison avec les organismes d'immigrants. Par la suite, le gouvernement provincial de l'Ontario a créé, à son tour, un organisme similaire destiné à faciliter l'intégration des minorités ethniques dans la communauté. Les recommandations du Volume IV de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme ainsi que les politiques adoptées en conséquence par le gouvernement fédéral et certains gouvernements provinciaux ont abouti à la promulgation officielle d'une politique de «multiculturalisme». Cette politique offre un contraste marquant avec ce qui s'est fait aux États-Unis au début du siècle actuel ou ce qui se pratique aujourd'hui en Grande-Bretagne et en Australie, où l'on insiste beaucoup plus sur l'assimilation ultime des immigrants à une tradition culturelle essentiellement unilingue et britannique. Cependant, malgré l'encouragement que le gouvernement canadien a donné à l'immigration et au multiculturalisme, avec tout ce que cela suppose de tolérance ethnique et de justice, il ne s'ensuit pas que le Canada soit libre de préjugés raciaux et ethniques ni que, dans la pratique, tous les groupes ethniques du Canada soient égaux.

Les immigrants qui arrivent au Canada trouvent une société déjà stratifiée selon l'appartenance ethnique (Porter, 1965). Les Canadiens manifestent peut-être une conscience de classe moins ouvertement que la Grande-Bretagne et les pays de l'Europe occidentale où vivent une aristocratie et une élite sociale beaucoup plus fortement implantées. Toutefois, les richesses et les revenus, joints au pouvoir économique et politique qu'ils comportent, ne sont pas équitablement répartis au Canada. Les populations indiennes, esquimaudes et noires ont connu un cycle de pauvreté qui a persisté pendant de nombreuses générations. Les Canadiens français et certaines autres minorités sont passés plus récemment de professions et de milieux ruraux à des milieux industriels urbains où ils continuent de gagner moins, en moyenne, que les Canadiens d'origine britannique. Les occasions d'avancement dans la Fonction publique et dans le secteur privé ont été restreintes pour ceux dont la langue maternelle n'est pas l'anglais, même si pareille discrimination a probablement diminué au cours de la dernière décennie. Les possibilités d'instruction ont été de même inégales, surtout si la comparaison s'établit entre les classes ouvrières et moyennes et entre les régions urbaines et rurales. Tous ces facteurs ont contribué à renforcer la stratification ethnique (Porter, *et al.*, 1973).

Le fait que l'immigration d'après-guerre au Canada ait comporté deux flux principaux qui se différencient par le niveau d'instruction a encore renforcé le lien entre la situation matérielle et l'origine ethnique. Les immigrants en provenance de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Europe occidentale étaient généralement indépendants et ils étaient admis au Canada sur la base de leur compétence professionnelle et de leur niveau d'instruction. Les immigrants provenant de l'Europe méridionale ont souvent été parrainés par de proches parents et n'ont pas eu à satisfaire à des exigences aussi rigoureuses. En conséquence, l'immigration a eu tendance à perpétuer et à renforcer le lien existant entre l'origine ethnique et la situation socio-économique (Richmond, 1967b:125).

#### Attitudes vis-à-vis de l'immigration au Canada

Bien qu'il n'y ait pas eu de forte opposition à l'immigration de la part des syndicats ou d'autres secteurs de la population, l'attitude générale des Canadiens à l'égard de la politique soutenue de l'immigration et de ses modifications a été

nettement ambivalente. Une étude distincte effectuée par le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration a compulsé les résultats de divers sondages d'opinion publique sur la taille optimale de la population du Canada et le nombre d'immigrants que, selon les Canadiens, il faudrait admettre au Canada (Main-d'oeuvre et Immigration, 1974). Il est donc superflu de reprendre ici ces données, mais nous allons en résumer les principales conclusions et les rattacher aux autres problèmes que posent les préférences ethniques et les préjugés raciaux.

Alors qu'il y a 25 ans, on estimait, en général, que le Canada avait besoin d'une plus grande population et qu'il fallait encourager l'immigration à cette fin, la majorité des Canadiens sont aujourd'hui d'avis que notre population est à peu près optimale. Il y a plus d'unanimité d'opinion à ce sujet et les réponses diffèrent moins, selon le sexe, l'âge, la région ou le niveau d'instruction. Plus de la moitié de la population adulte pensent qu'il y a suffisamment ou trop d'immigrants et moins d'un tiers estiment que l'immigration pourrait être accrue. Les immigrants eux-mêmes sont généralement plus favorables au maintien de l'immigration que les Canadiens autochtones. La plupart des gens sont opposés à un afflux massif d'immigrants, mais sont en faveur d'une immigration sélective et limitée, pourvu que la situation de l'emploi reste favorable. C'est parmi les travailleurs non spécialisés que l'opposition à l'immigration est la plus forte.

Le Canada n'a jamais été entièrement exempt de préjugés raciaux ou ethniques. La méfiance a régné de tout temps entre la population anglophone et francophone, mais cette tendance a toujours été moins marquée que les préjugés à l'égard des minorités de couleur et, notamment les Indiens et les Noirs d'origine canadienne, ainsi que les immigrants d'origine asiatique et leurs descendants nés au Canada. Pendant et après les deux guerres mondiales, une certaine hostilité s'est manifestée envers ceux qu'on appelait les «étrangers ennemis». Dans certains cas, cette hostilité s'est étendue aux descendants, nés au Canada, des immigrants originaires du Japon, de l'Allemagne ou de l'Italie. Le sentiment anti-asiatique a toujours été le plus fort en Colombie-Britannique, où son acuité a pris la forme d'une antipathie presque hystérique à l'égard des Japonais, après Pearl Harbour et l'invasion de Hong Kong en décembre 1941 (LaViolette, 1948). Plus récemment, l'attitude de la population canadienne vis-à-vis des minorités raciales et ethniques semble s'être adoucie mais on ne saurait affirmer que ces antipathies latentes ont totalement disparu.

Dans l'enquête portant sur la région métropolitaine de Toronto, des questions supplémentaires ont été posées afin de nous renseigner sur l'existence des préjugés raciaux et ethniques. On a utilisé l'échelle de distance sociale de Bogardus pour déterminer dans quelle mesure les membres de certains groupes ethniques étaient considérés comme acceptables en tant que parents par alliance, voisins, citoyens, etc. L'enquête portait sur dix groupes ethniques différents et l'ordre d'acceptabilité est le suivant: 1) Américains, 2) Canadiens français, 3) Polonais, 4) Allemands, 5) Italiens, 6) Indiens canadiens, 7) Juifs, 8) Japonais, 9) Hindous, 10) Noirs. Toutefois, si l'on compare les résultats avec ceux des enquêtes similaires effectuées dans d'autres pays, même les groupes de Noirs et d'Asiatiques étaient considérés comme relativement acceptables dans la société, à Toronto. Ces résultats figurent au tableau 2.1 qui contient une comparaison avec des études faites récemment aux Pays-Bas et en Angleterre. Il établit des comparaisons entre l'acceptabilité des minorités françaises, noires et indiennes de l'Est. Il n'est pas surprenant de voir que les Français sont considérés plus acceptables au Canada qu'aux Pays-Bas et qu'en

Angleterre, tant à titre de parents par alliance que de voisins, bien que les différences soient faibles. Les Noirs sont plus acceptés aux Pays-Bas, en tant que parents par alliance, qu'ils le sont en Angleterre ou à Toronto. Toutefois, contrairement à ce qui se passe en Angleterre et aux Pays-Bas, les Noirs sont considérés comme acceptables en tant que voisins par la majorité des habitants de Toronto. Les Asiatiques, comme l'indiquent les réponses aux questions sur les Hindous et les Japonais, sont mieux acceptés que les Noirs, à Toronto, en tant que conjoints; ils sont également relativement acceptables comme voisins. Cela contraste vivement avec la situation qui règne en Angleterre où le groupe Pakistanais, principalement, est considéré comme encore moins acceptable que les Noirs, aussi bien à titre de parents par alliance que de voisins (Bagley, 1973:203).

Deux études nationales effectuées, en 1963 et en 1969, par l'Institut canadien d'opinion publique confirment que les Canadiens sont, en général, plus disposés à accepter des voisins de couleur que les Britanniques, les Américains et les habitants de certains autres pays. Les attitudes exprimées n'ont guère varié au cours de la période susmentionnée, même si le nombre d'immigrants noirs et asiatiques admis au pays a augmenté après 1966. Toutefois, l'enquête n'était pas assez vaste pour permettre des comparaisons entre les villes ou les localités où résident des immigrants de couleur et celles où il n'y en a pas. Deux questions ont été posées. La première était la suivante: «Si des personnes de couleur venaient s'installer à côté de chez-vous, déménageriez-vous?» Neuf Canadiens sur dix ont répondu «Non». On posa ensuite la question suivante: «Déménageriez-vous si des personnes de couleur venaient s'installer en grand nombre dans votre quartier?» Six Canadiens sur dix ont répondu «Non», un quart ont répondu «Peut-être» et seulement 14 p. 100 ont répondu catégoriquement qu'ils déménageraient. Les deux études ont confirmé que les différences d'attitude de la population canadienne étaient surtout fonction de l'âge et du niveau d'instruction des personnes interrogées. Le nombre des personnes interrogées ayant répondu qu'elles déménageraient si une famille de couleur s'installait à côté de chez elles ou qu'un grand nombre de familles de couleur emménageaient dans le voisinage augmente nettement, selon l'âge. Les chiffres correspondants figurent au tableau 2.2. Les différences d'attitudes, selon l'instruction des personnes interrogées, sont plus complexes, les moins instruites et les plus instruites étant plus portées à déménager (selon l'enquête) que celles qui ont entre neuf et treize années de scolarité. Ces réponses révèlent, entre autres, que si l'immigration noire et asiatique se maintient à une grande échelle au Canada, il ne faut rien épargner pour assurer une répartition raisonnable de ces immigrants, du point de vue résidentiel, et pour empêcher une concentration trop importante ou trop rapide d'immigrants de couleur dans une région particulière.

D'autres enquêtes portant sur cette question de l'attitude des immigrants, menées à Toronto, auprès des chefs de ménage de sexe masculin, nous renseignent sur les traits particuliers de ceux qui accepteraient ou rejeteraient très probablement d'étroites relations sociales avec les membres d'autres groupes ethniques. Les Canadiens d'expression française auraient été, selon l'enquête, légèrement plus portés à entretenir des sentiments antisémites et à exprimer d'autres sortes de préjugés à l'égard des groupes ethniques; d'autre part, les Canadiens anglophones auraient tendance à compter plus de points que la moyenne sur l'échelle de Bogardus, ainsi que les immigrants en provenance de l'Italie, du Portugal, de la Grèce et de la Pologne. Ce sont les Canadiens dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français et les immigrants provenant de la Grande-Bretagne, de

**TABLEAU 2.1**  
**COMPARAISON ENTRE LE CANADA, LA GRANDE-BRETAGNE ET LES PAYS-BAS DU**  
**DEGRÉ D'ACCEPTABILITÉ DE DIVERS GROUPES ETHNIQUES CHOISIS EN TANT**  
**QUE PARENTS PAR ALLIANCE OU VOISINS**

	Canada*	Grande-Bretagne**	Pays-Bas***
	%	%	%
Personne française acceptée comme parent par alliance ou voisin	80	75	67
Personne française acceptée comme voisin seulement	15	10	17
Personne française acceptée ni comme voisin ni comme parent	5	15	16
Total	100	100	100
Personne indienne acceptée comme parent par alliance ou voisin	40	20	42
Personne indienne acceptée comme voisin seulement	50	17	23
Personne indienne acceptée ni comme voisin ni comme parent	10	63	35
Total	100	100	100
Personne noire acceptée comme parent par alliance	33	34	48
Personne noire acceptée comme voisin seulement	54	17	24
Personne noire acceptée ni comme voisin ni comme parent	13	49	28
Total	100	100	100

\* Enquête sur les chefs de ménage de la région métropolitaine de Toronto, 1970; 3 218 enquêtés.

\*\* Enquête menée par le Dr Christopher Bagley dans une région urbaine du sud de l'Angleterre, 1971; 206 enquêtés.

\*\*\* Enquête effectuée par l'Institut d'opinion publique des Pays-Bas, 1969; 416 enquêtés résidant dans des régions urbaines et rurales des Pays-Bas.

Source: Institute for Behavioural Research, Université York, et Dr Christopher Bagley, *The Dutch Plural Society*, London, Oxford University Press, 1973, p. 203.

TABLEAU 2.2  
ENQUÊTE NATIONALE PAR SONDAGE, 1969\*

Probabilité de déménagement si une famille de couleur s'installe à côté de l'enquêté ou si un grand nombre de personnes de couleur venaient s'établir dans la région,  
selon l'âge des enquêtés

À côté	Âge				
	21-29	30-39	40-49	50 ou plus	Total
Oui, assurément	2	2	3	7	4
Peut-être	2	5	7	8	6
Non	96	93	90	85	90
Total	100	100	100	100	100
En grand nombre dans la région					
Oui, assurément	9	11	17	17	14
Peut-être	17	27	31	26	25
Non	74	62	52	57	61
Total	100	100	100	100	100

\* Enquête de l'Institut canadien d'opinion publique, mai 1969, 719 enquêtés.

Source: Institute for Behavioural Research, Université York.

l'Allemagne et des États-Unis qui entretiennent le moins de préjugés, mais cette attitude semble être surtout attribuable au niveau d'instruction supérieur de ces groupes d'immigrants.

L'interprétation qu'il faut donner à ces résultats varie sensiblement selon qu'il s'agit de Canadiens autochtones ou de Canadiens nés à l'étranger, de membres de la majorité anglophone ou de membres de groupes linguistiques et religieux minoritaires. Pour ces derniers, le maintien d'une distance sur le plan social, et particulièrement le souci de décourager les mariages mixtes, fait partie du processus pour conserver leur patrimoine et leur propre identité culturelle. Cette volonté est le plus marquée dans le cas des Canadiens d'origine juive et slave dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. La majorité des Canadiens anglophones qui ne voulaient pas être apparentés par le mariage à des membres d'autres groupes ethniques ou qui n'en voulaient pas comme voisins exprimaient un préjugé d'ordre ethnique non fondé sur la même base réaliste. Les préjugés ethniques et raciaux peuvent surgir par suite de conditions objectives de concurrence ou de menace, mais ils ont aussi leurs racines dans certains traits de personnalité, dont surtout l'autoritarisme (Adorno, 1950).

Dans l'enquête sur la région métropolitaine de Toronto, on s'est servi d'une échelle pour mesurer les tendances latentes à nourrir des préjugés ethniques et raciaux. Chez les chefs de ménage canadiens et d'origine étrangère, l'éducation et l'âge se sont révélés des facteurs déterminants de la propension au racisme. Selon l'enquête, cette propension au racisme et au rejet des autres groupes ethniques, comme voisins existe davantage parmi les plus âgés et les moins instruits. Ce sont les immigrants grecs et portugais qui ont le plus de préventions, selon l'échelle de distance sociale de Bogardus. Ce n'est probablement pas par hasard qu'un certain nombre d'immigrants noirs et asiatiques se sont installés récemment dans des quartiers de Toronto qui comptent également un grand nombre de familles grecques et portugaises. L'antipathie un peu plus forte que manifestent les Grecs et les Portugais à l'égard des minorités raciales tient peut-être à une combinaison de facteurs tels que l'âge, le niveau d'instruction, l'insécurité économique, la volonté de maintenir une identité ethnique et la crainte de la concurrence de la part des immigrants de couleur. D'autre part, le niveau d'instruction plus élevé, la plus grande sécurité économique et l'absence de concurrence directe ou de crainte, chez les autres groupes, expliqueraient la plus grande tolérance dont ils font preuve.

Les personnes les plus enclines à nourrir des préjugés n'expriment pas nécessairement leurs sentiments par des manifestations d'hostilité à l'égard des minorités ethniques. Elles le feront ou s'en abstiendront selon l'influence de certaines situations, notamment le climat général de l'opinion dans les milieux sociaux qu'elles fréquentent. Par ailleurs, que les membres de groupes ethniques minoritaires soient victimes ou non de discrimination n'a peut-être rien à voir avec l'attitude du reste de la population. Lorsque la discrimination découle de la législation ou d'habitudes sociales profondément enracinées, elle peut persister malgré l'attitude favorable de la population. De la même façon, une attitude hostile n'engendre pas toujours la discrimination, s'il existe un mécanisme de protection efficace des droits humains et une législation pour empêcher les injustices en matière d'emploi et d'autres pratiques du même genre. Un tel mécanisme existe en Ontario, mais non effectivement dans toutes les provinces.

L'enquête sur la région métropolitaine de Toronto contenait des questions sur la perception et l'expérience de la discrimination raciale au Canada. On a réparti les réponses comme suit: 1) ceux qui sont d'avis qu'il n'y a pas de discrimination raciale au Canada, 2) ceux qui sont d'avis qu'il y en a, mais pas à l'égard de leur propre groupe, 3) ceux qui sont d'avis que la discrimination s'exerce à l'égard de leur propre groupe mais qui n'en ont pas été personnellement victimes, 4) enfin, ceux qui prétendent en avoir été l'objet au lieu de leur travail, à celui de leur résidence, dans des établissements publics, dans leurs relations avec la police, etc. Le tableau 2.3 montre la répartition des réponses par lieu de naissance et par génération. À remarquer que les Italiens, les Grecs et les Portugais sont ceux qui perçoivent le moins l'existence de la discrimination au Canada. Viennent ensuite les Slaves et d'autres immigrants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Les Canadiens autochtones, sans distinction d'âge, et les immigrants dont la langue maternelle est l'anglais sont les plus portés à reconnaître l'existence de la discrimination, mais estiment que leur propre groupe n'en souffre pas. Dans l'ensemble, 17 p. 100 des chefs de ménage, à Toronto, déclarent avoir été victimes de discrimination dans un ou plusieurs domaines de leur activité. Le groupe qui l'aurait été le moins est celui des immigrants dont la langue maternelle est l'anglais. Une proportion légèrement plus élevée d'enquêtés nés au Canada déclarent avoir

**TABLEAU 2.3**  
**ENQUÊTE SUR LES CHEFS DE MÉNAGE DE LA RÉGION MÉTROPOLITaine**  
**DE TORONTO, 1970†**

Perception de la discrimination au Canada, par génération et lieu de naissance  
 (hommes seulement)

	Aucune %	Aucune à l'égard de leur propre groupe %	Discrimination contre leur propre groupe mais non contre eux-mêmes %	Expérience personnelle de la discrimination %	Total %
Enquêtés nés au Canada					
Les deux parents nés au Canada	28	54	3	15	100
Un parent né à l'étranger	18	63	5	14	100
Les deux parents nés à l'étranger	20	57	7	16	100
Enquêtés nés à l'étranger					
Langue maternelle: anglais*	40	48	2	10	100
Langue maternelle: slave**	52	19	7	22	100
Juif***	36	16	22	26	100
Langue maternelle: italien	64	12	9	15	100
Européens de l'Ouest****	33	32	6	29	100
Langue maternelle: grec et portugais	63	11	12	14	100
Autres langues maternelles	49	15	14	22	100
Noirs et Asiatiques†	32	7	19	42	100
Total	36	41	6	17	100

\* À l'exclusion des Juifs, des Noirs et des Asiatiques dont la langue maternelle est l'anglais.

\*\* À l'exclusion des Juifs d'origine parlant le slave.

\*\*\* Se disant de religion juive, sinon, de parents de religion juive.

\*\*\*\* Comprend les langues allemande, française, hollandaise ou scandinaves.

† Ainsi désignés par l'enquêteur, et/ou de langue maternelle asiatique.

† Enquête par sondage stratifié comprenant 2 760 enquêtés de sexe masculin.

Source: Institute for Behavioural Research, Université York.

personnellement souffert de discrimination: c'est l'expérience des Juifs, des Noirs, des Asiatiques, des francophones et des membres d'autres minorités nés au Canada. Le groupe qui déclare avoir été le plus victime de discrimination est de loin celui des immigrants noirs et asiatiques. Viennent ensuite les immigrants juifs, slaves et de l'Europe occidentale. Si l'on groupe ensemble les chefs de ménage canadiens et d'origine étrangère, par origine raciale et par genre de discrimination dont ils ont souffert, il apparaît clairement que c'est la population noire (y compris, dans ce cas, les Indiens canadiens) qui est le plus en butte à la discrimination au lieu de travail et de résidence. Cela ressort dans le tableau 2.4 qui indique que 10 p. 100 de tous les chefs de ménage, à Toronto, par rapport à 25 p. 100 des Asiatiques et à 36 p. 100 des Noirs, déclarent avoir personnellement fait l'objet de discrimination en matière d'emploi. Ces chiffres se comparent à 4 p. 100 du total, à 13 p. 100 des enquêtés asiatiques et 38 p. 100 des enquêtés de race noire qui ont été victimes de discrimination dans le secteur du logement.

TABLEAU 2.4  
ENQUÊTE SUR LES CHEFS DE MÉNAGE DE LA RÉGION  
MÉTROPOLITAINE DE TORONTO, 1970\*

Pourcentage d'enquêtés ayant été personnellement victimes de discrimination, par groupe de discrimination et par origine raciale (Canadiens de naissance et autres)

Genre de discrimination	Noirs %	Asiatiques %	Blancs %	Total %
Emploi	36	25	9	10
Logement	38	13	3	4
Hôtels, bars, etc.	7	8	1	2
Police	6	7	2	3
Autres types	16	6	3	3

\* Échantillon stratifié comprenant 3 218 enquêtés.

Source: Institute for Behavioural Research, Université York.

Des questions semblables ont été posées dans l'étude de 1971 sur Calgary et Edmonton; 37 p. 100 de tous les enquêtés ont déclaré qu'il n'y a pas de discrimination raciale en Alberta et 21 p. 100 qu'ils en ont été personnellement victimes, ce qui représente une proportion légèrement plus élevée qu'à Toronto. Environ un sur quatre chefs de ménage nés au Canada, comparativement à un sur cinq immigrants, ont déclaré avoir fait personnellement l'objet de discrimination (Inform, 1971).

Ce sont surtout les immigrants récemment arrivés qui, indépendamment de leur origine raciale ou ethnique, seront probablement victimes de discrimination, en ce qui concerne la reconnaissance de leur compétence professionnelle et technique. Souvent, les immigrants sont tenus de faire des études complémentaires et de

«relever» leurs connaissances professionnelles pour qu'elles soient reconnues au Canada. Dans d'autres cas, les employeurs exigent que les immigrants acquièrent une «expérience du Canada» avant de les prendre à leur service. Le problème le plus épineux se pose dans la profession médicale et para-médicale, l'architecture, l'enseignement, le service social et certains métiers. Les immigrants éprouvent aussi des difficultés à se faire accepter dans certains syndicats, où l'on trouve le régime de l'atelier fermé ou le bureau de placement syndical. Dans certains cas, les frais d'admission sont au-dessus des moyens des immigrants d'arrivée récente. Le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration a étudié ces problèmes qui font l'objet de rapports distincts (Main-d'oeuvre et Immigration, 1971; 1972). On accepte plus facilement les diplômes obtenus dans certains pays, surtout aux États-Unis et en Grande-Bretagne, que ceux ayant été décernés ailleurs. En général, plus le niveau d'instruction et de compétence professionnelle de l'immigrant est élevé, plus sa situation se dévalorisera vraisemblablement au début, et plus il lui faudra de temps pour recouvrer son statut professionnel antérieur.

## TRAITS CARACTÉRISTIQUES DES IMMIGRANTS

La mesure dans laquelle un pays peut assimiler un afflux d'immigrants et la façon dont ceux-ci s'y adapteront dépendent en partie de leurs traits caractéristiques. Le Canada a toujours examiné attentivement les caractéristiques des immigrants qu'il reçoit. La Loi sur l'immigration et le Règlement approuvé par décret du Conseil excluent certaines catégories de personnes; d'autres reçoivent un traitement préférentiel, et l'on a fait campagne dans certains pays d'émigration afin d'encourager la venue d'immigrants de cette source. D'autres catégories ont été admises dans des circonstances particulières, notamment ceux qui ont été choisis par de proches parents vivants au Canada, et d'autres sont venus comme réfugiés ou à d'autres titres dans le cadre de programmes «humanitaires». Ce n'est qu'entre 1967 et 1972, lorsque les visiteurs de passage au Canada ont été autorisés à demander le statut d'immigrant, que le Canada a songé effectivement à adopter une politique dite de «porte ouverte» en matière d'immigration. Sauf lorsqu'il s'agit des Canadiens autochtones, on a toujours considéré que l'admission au Canada n'est jamais un droit, mais un privilège qu'il appartient à la Couronne d'accorder ou de refuser par l'intermédiaire du ministre de l'Immigration. Par conséquent, il est juste de dire que les immigrants qui ont été légalement admis ont été choisis par le Canada.

La statistique de l'immigration selon le lieu de naissance et le pays de dernière résidence tend à refléter les préférences ethniques qui prévalaient à un moment donné, surtout au cours des deux premières décennies ayant suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale. Des trois millions et demi d'immigrants admis jusqu'en 1972, 26.5 p. 100 venaient de la Grande-Bretagne, 12.7 p. 100 de l'Italie, 9.5 p. 100 des États-Unis, 8.7 p. 100 de l'Allemagne de l'Ouest et 4.9 p. 100 des Pays-Bas. De façon générale, presque les deux tiers des immigrants sont originaires de Grande-Bretagne, des États-Unis ou de l'Europe occidentale. À l'origine de ces chiffres, se trouve une doctrine, énoncée par le ministre de l'Immigration en 1955, qui a déclaré à la Chambre des communes:

Nous cherchons à choisir comme immigrants ceux qui devront modifier le moins possible leurs habitudes afin de s'adapter au mode de vie canadien et de contribuer au progrès de la nation canadienne. Voilà pourquoi les citoyens du Royaume-Uni, des États-Unis et de la France sont, pour ainsi dire, libres d'entrer au Canada pourvu qu'ils soient en bonne santé et de bonne réputation. Voilà pourquoi aussi une préférence intentionnelle est manifestée à l'égard d'immigrants venant de pays dont les institutions politiques et sociales sont semblables aux nôtres. (Débats de la Chambre des Communes, 1955, p. 1324.)

Cette doctrine, et les conséquences pratiques qui en découlent, n'est pas toujours justifiée par les faits. En réalité, les études portant sur les immigrants d'après-guerre au Canada et du mouvement de retour vers le pays d'origine montrent que le *taux de retour* tend à être plus élevé parmi «ceux qui ont le moins à changer leur mode de vie en vue de s'adapter». Il y a une certaine vérité dans le proverbe: «venue facile, départ facile». Les immigrants qui doivent faire beaucoup d'efforts pour s'adapter, tendent davantage, une fois qu'ils ont surmonté les difficultés du début, à prendre

racine et à s'établir en permanence. De plus, «toutes choses étant égales» (c'est-à-dire le niveau d'instruction, la connaissance préalable ou l'acquisition ultérieure de la langue anglaise ou française et la durée de résidence), il n'y a que peu de différences entre les ethnies en matière de réalisations sur le plan économique et d'intégration sociale. L'adoption en 1967 d'un «système de points» pour l'admissibilité au Canada et où les facteurs raciaux et ethniques n'entrent pas en ligne de compte a beaucoup contribué à souligner le peu d'importance qu'on attache à l'origine nationale. Toutefois, il subsiste des éléments de préférence sur le plan ethnique dans la distribution géographique des bureaux d'immigration et des installations pour étudier, à l'étranger, les demandes d'admission au Canada.

### Les circonstances et les causes de l'immigration

Les circonstances dans lesquelles les immigrants arrivent au Canada varient sensiblement. Presque la moitié de tous les arrivants sont des proches parents (femme, enfants et autres proches parents) dont la majorité n'ont pas l'intention de prendre de l'emploi. Il y a eu trois principaux mouvements d'immigrants voulant entrer sur le marché du travail. Tout d'abord, il y a eu les immigrants indépendants qui furent admis sur la base de leur niveau d'instruction et de leur compétence professionnelle. Le deuxième courant comprenait ceux qui étaient choisis par des proches parents et qui n'avaient pas besoin, avant 1967, de satisfaire aux exigences d'ordre professionnel ou qui, après cette date, étaient admis sur la base de critères moins rigoureux que les immigrants indépendants. Bien que l'on manque de statistiques précises à ce sujet, on estime qu'un immigrant sur trois cherchant du travail faisait partie de la catégorie des immigrants désignés. Le troisième courant comprenait les réfugiés. Il s'agissait de réfugiés de toutes sortes, parfois regroupés dans des camps, ainsi que des Hongrois, des Tchèques et des Asiatiques ougandais qui furent les plus nombreux après la Seconde Guerre mondiale. Les immigrants en quête de travail et entrés au Canada depuis la Seconde Guerre mondiale étaient des réfugiés, dans la proportion de un sur trois.

L'influence directe des circonstances dans lesquelles un immigrant arrive au Canada, sur son intégration et son adaptation ultérieures, est moins importante qu'on aurait pu le croire. Les rares différences ainsi relevées peuvent être attribuées à la différence du niveau d'instruction des immigrants. On étudiera plus loin l'influence du niveau d'instruction sur la facilité d'adaptation. Les réfugiés tendent à manifester un plus grand esprit d'appartenance au Canada que les autres immigrants, surtout en raison de l'impossibilité où ils se trouvent de retourner dans leur pays d'origine. Ils sont également beaucoup plus portés à participer à des organismes de leur ethnique. Dans presque tous les autres domaines, les conditions de l'arrivée au Canada se révèlent moins importantes que les causes du départ et les intentions initiales en ce qui concerne l'établissement en permanence.

Un grand nombre d'immigrants choisissent de quitter leur pays pour différentes raisons, mais les diverses enquêtes ont révélé que seulement un peu plus de la moitié cherchent surtout à améliorer leur situation matérielle et leur niveau de vie. De façon surprenante, c'est ce motif, plutôt que le désir d'être proche de leurs parents, qui prédomine parmi les immigrants désignés. Les motifs politiques sont fréquents parmi les réfugiés, ce qui n'est guère surprenant, mais ils ne se limitent pas à cette catégorie d'immigrants. Le désir de vivre à proximité de parents ou d'amis constitue

la raison invoquée par environ 14 p. 100 des immigrants, de même qu'il motive finalement pour beaucoup d'entre eux le retour au pays d'origine. Environ 10 p. 100 des immigrants qui viennent au Canada le font par goût de l'aventure ou pour le plaisir de voyager, et environ la même proportion avaient la ferme intention de quitter le Canada après une période de temps relativement courte. Moins de la moitié souhaitaient rester au Canada quoi qu'il advienne, tandis que les autres, bien qu'indécis à l'origine, se laissaient finalement influencer par l'expérience qu'ils avaient acquise de la vie au Canada. On a déjà noté que presque un immigrant sur trois ne s'établit pas au Canada en permanence, d'où l'on peut conclure qu'environ la moitié de ceux qui, au début, étaient indécis, ont finalement choisi d'y rester.

La répartition, par sexe, des immigrants venus au Canada n'a guère changé depuis la fin de la guerre. Le taux de participation à la main-d'oeuvre des immigrantes, tant mariées que célibataires, est plus élevé que celui des Canadiennes de naissance. Les immigrants arrivant au Canada présentent les mêmes caractéristiques que ceux des autres parties du monde et que les migrants intérieurs, en ce sens qu'il s'agit principalement de jeunes adultes. La moitié appartient au groupe d'âge allant de 15 à 35 ans; seuls 13 p. 100 sont plus âgés, le reste étant des enfants à la charge de leurs parents. L'arrivée au Canada, en bas âge, s'est révélé un facteur important qui contribue à l'acculturation rapide et à la réussite de l'immigrant. Les immigrants d'âge moyen ou plus âgés éprouvent beaucoup plus de difficultés à s'adapter, particulièrement si leur niveau d'instruction est faible (Goldlust et Richmond, 1974).

Cinquante-neuf pour cent des immigrants de sexe masculin et 50 p. 100 des immigrantes sont célibataires à leur arrivée. La grande majorité de ceux qui restent au Canada se marient par la suite. L'enquête portant sur la région métropolitaine de Toronto montre que ceux qui épousent des Canadiens de naissance ou des immigrants d'origine différente de la leur s'intègrent plus rapidement que ceux qui sont déjà mariés ou qui épousent quelqu'un ayant les mêmes antécédents linguistiques et culturels.

Étant donné leur répartition par âge et par sexe, les immigrants ont contribué de façon importante à la croissance démographique du Canada. Une étude détaillée sur la natalité parmi les immigrants n'a jamais encore été faite. Toutefois, on sait que plus de la moitié des immigrants d'après-guerre qui se sont établis en permanence au Canada sont des catholiques. On peut donc supposer que le taux général de fécondité est élevé.

#### L'influence du niveau d'instruction

Les immigrants qui arrivent au Canada en bas âge et ceux qui sont obligés de parfaire leur instruction pour que leurs diplômes ou leur compétence professionnelle soient reconnus doivent faire quelques études au Canada. Toutefois, la vaste majorité des immigrants ont terminé leurs études au moment de leur arrivée. Comme on l'a déjà dit, le niveau d'instruction est lié aux circonstances du départ, lesquelles varient à leur tour selon les pays ou les régions d'origine. Un grand nombre des immigrants peu instruits viennent de régions rurales et ne connaissaient guère la vie urbaine avant leur arrivée. Cependant, il est prouvé que le fait d'avoir déjà vécu en milieu urbain est un facteur moins important que le niveau d'instruction dans le mode d'adaptation choisi.

Une enquête nationale, effectuée en 1961, a attiré l'attention sur l'importance de l'instruction.

L'heureuse intégration économique, culturelle et sociale au Canada des immigrants ne parlant ni l'anglais ni le français semble dépendre de leur degré d'instruction à leur arrivée au pays. Ceux qui ont une formation supérieure et une bonne compétence professionnelle éprouvent certaines difficultés à leur arrivée, mais celles-ci pourraient être réduites si les associations professionnelles canadiennes adoptaient une attitude moins restrictive à leur égard. Ceux qui ont un faible niveau d'instruction éprouvent de plus grandes difficultés. Les immigrants ayant moins de 9 années de scolarité ou l'équivalent apprennent moins facilement l'anglais ou le français, sont moins portés à nouer des liens étroits d'amitié avec des Canadiens d'origine ou à adhérer à des associations canadiennes et seront probablement en chômage prolongé. À remarquer, par ailleurs, que les immigrants peu instruits sont généralement plus satisfaits de la vie au Canada et plus portés à acquérir le statut de citoyen que ceux qui ont un niveau d'instruction supérieur (Richmond, 1967:256).

Des études plus récentes ont confirmé l'importance du niveau d'instruction et son influence sur ce que l'on pourrait appeler les aspects «objectifs» et «subjectifs» de l'adaptation des immigrants. Par aspects «objectifs» on entend le succès sur le plan économique, l'acculturation (et notamment l'apprentissage de l'anglais ou du français pour ceux qui ne parlent aucune des deux langues officielles) et l'intégration au palier secondaire dans des organismes officiels, des associations bénévoles, etc. Par aspects «subjectifs», on entend, entre autres, la satisfaction de vivre au Canada, le sentiment d'intégration et d'appartenance au Canada, ainsi que l'intégration sociale au niveau primaire des relations familiales et communautaires.

Il ressort de l'enquête portant sur la région métropolitaine de Toronto que l'instruction est avantageusement liée à tous les aspects «objectifs» de l'adaptation et d'une façon négative aux aspects «subjectifs». En d'autres termes, plus l'immigrant est instruit, à son arrivée, plus il a de chance d'obtenir un poste bien rémunéré et correspondant à sa compétence professionnelle (malgré certaines difficultés initiales). Il apprendra l'une ou l'autre des deux langues officielles beaucoup plus rapidement et s'intégrera plus facilement à la société canadienne en adoptant les attitudes, les valeurs et les normes de comportement de la région où il s'établit. Les immigrants plus instruits sont plus portés à participer à diverses associations bénévoles et à utiliser les moyens de loisirs et autres installations. D'autre part, il est *moins* probable que ces immigrants s'établiront au Canada en permanence. Ils sont plus portés à la critique et sont généralement moins satisfaits de la vie dans ce pays; il est aussi *moins* probable qu'ils s'intégreront au Canada et qu'ils acquerront un esprit d'appartenance à ce pays. Bien qu'on relève certaines différences en fonction de la nationalité d'origine, dans l'ensemble, les immigrants les mieux instruits sont aussi moins portés à demander la citoyenneté canadienne, à moins qu'ils ne soient l'objet de pressions pour des raisons professionnelles ou autres. Un grand nombre des différences qui, à première vue, pourraient être attribuables à l'origine nationale ou ethnique sont en fait dues aux différences d'instruction des groupes de diverses ethnies.

Le tableau 3.1 montre la distribution de l'échantillon pris dans la région métropolitaine de Toronto, par années d'études, et par groupe ethno-linguistique. Le niveau d'instruction et la possession de certificats et de diplômes postsecondaires sont étroitement liés, mais le dernier facteur est un autre élément indépendant qui

permet de prévoir la situation professionnelle et la mobilité sociale de l'immigrant. Les chefs de ménage de Toronto, nés au Canada, ont en moyenne douze années de scolarité, tandis que ceux d'origine étrangère en ont 10.3. Les immigrants dont la langue maternelle est l'anglais et qui proviennent de l'Europe occidentale ont à peu près le même niveau moyen d'étude que les Canadiens autochtones. Ce sont les immigrants noirs et asiatiques d'arrivée récente, qui ont le niveau moyen d'instruction le plus élevé, de tous les chefs de ménage, à Toronto. Cela tient au fait que ces derniers sont arrivés très récemment, que leur admission a été soumise au «système de points» et qu'ils ont fait l'objet des critères de sélection très rigoureux pour l'admission des Noirs et des Asiatiques. Ce sont les immigrants italiens, grecs et portugais, dont la majorité ont été parrainés par des proches parents, qui ont le niveau d'instruction le plus faible. Un autre facteur étroitement lié au niveau d'études est la vie antérieure en milieu urbain, comme le montrent les chiffres sur le dernier lieu de résidence à l'étranger. Plus de 70 p. 100 des immigrants dont la langue maternelle est l'anglais, ainsi que les Juifs, les Noirs et les Asiatiques viennent d'une grande ville. Inversement, près du tiers des immigrants grecs, portugais, italiens et slaves viennent d'un village ou d'une ferme, chiffres à comparer avec une moyenne de 16 p. 100 pour l'ensemble des immigrants.

Si l'on tient compte du niveau d'instruction, de la durée de résidence à Toronto et d'autres facteurs pertinents, les chefs de ménage immigrants, à Toronto, gagnent environ le même salaire que ceux d'origine canadienne ayant une formation et une compétence semblables. Toutefois, on relève des disparités importantes entre les immigrants eux-mêmes. Bien que le salaire moyen des chefs de ménage italiens soit faible, il correspond à ce que l'on peut prévoir, compte tenu de l'âge, de l'instruction, etc. Les immigrants juifs et ceux dont la langue maternelle est l'anglais gagnent plus que ce qu'on prévoyait, tandis que ceux de langue slave, ainsi que le groupe des Noirs et des Asiatiques, gagnent moins. Si l'on tient compte des constatations précédentes sur la discrimination raciale dont les Noirs et les Asiatiques se disent victimes et de leur niveau moyen d'instruction très élevé, il est raisonnable de supposer qu'ils touchent des salaires inférieurs à ce qu'ils attendaient, à cause de la discrimination qui s'exerce à leur égard et peut-être aussi de leur manque «d'expérience canadienne» (Goldlust et Richmond, 1973a).

TABLEAU 3.1  
ENQUÊTE PORTANT SUR LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE TORONTO, 1970\*  
DISTRIBUTION MOYENNE ET PROCENTUELLE DES ANNÉES DE SCOLARITÉ  
PAR LIEU DE NAISSANCE ET ORIGINE ETHNIQUE

	Moyenne (années)	0-5 %	6-9 %	10-11 %	12-13 %	14-15 %	16+ %	Total %
Nés au Canada								
Les deux parents nés au Canada	12.3	4	21	22	22	6	25	100
Un parent né à l'étranger	11.9	0	28	18	26	7	21	100
Les deux parents nés à l'étranger	11.5	2	27	24	26	5	16	100
Nés à l'étranger								
Langue maternelle: anglais	12.3	1	14	40	16	8	21	100
Langue maternelle: slave	9.2	19	38	12	11	9	11	100
Juif	9.8	16	24	31	14	3	12	100
Langue maternelle: italien	6.3	53	34	7	4	1	1	100
Langue maternelle: une de l'Europe occidentale	12.2	3	17	23	26	9	22	100
Langue maternelle: grec et portugais	7.7	30	41	9	12	3	5	100
Autres langues maternelles	11.4	9	26	11	23	11	20	100
Asiatiques et Noirs	13.3	2	14	16	26	6	36	100
Tous ceux nés au Canada	12.0	3	24	22	24	6	22	100
Tous ceux nés à l'étranger	10.3	17	24	23	15	6	15	100
Total	11.1	10	24	23	19	6	18	100

\* Échantillon stratifié comprenant 2 760 enquêtés (hommes seulement).

Source: Institute for Behavioural Research, Université York.

## LA DURÉE DE RÉSIDENCE ET LE PROCESSUS D'ADAPTATION

Plus un immigrant réside longtemps au Canada, et mieux il s'y adapte, selon tous les critères. Cela ne signifie pas que les besoins et les problèmes particuliers des immigrants disparaissent après les deux premières années. Un grand nombre d'entre eux continuent d'éprouver des difficultés d'ordre linguistique et autres pendant toute leur vie. La retraite et la vieillesse peuvent se révéler traumatisantes pour l'immigrant, surtout s'il n'a pas de famille au Canada. Les enfants de certains immigrants souffriront peut-être de privations d'ordre économique ou culturel, ainsi que d'autres handicaps, qui persistent au-delà de la première génération. Néanmoins, il est juste de dire que c'est au cours des premiers mois après l'arrivée au Canada que se posent les principales difficultés d'adaptation. L'enquête de 1970, portant sur la région métropolitaine de Toronto et les enquêtes de 1971 sur Calgary et Edmonton ont étudié la nature et l'ampleur des problèmes d'adaptation initiaux. Les deux dernières enquêtes portaient également sur les difficultés d'adaptation des migrants interprovinciaux installés en Alberta, à partir de 1946. Ces chiffres permettent de faire des comparaisons intéressantes entre les immigrants d'après-guerre vivant dans ces deux villes et ceux qui se sont fixés à Toronto. Le tableau 4.1 montre, par comparaison, le genre de difficultés éprouvées par les immigrants nés en Grande-Bretagne et ceux qui sont nés ailleurs. Il ressort de ces chiffres que pour ceux qui sont nés ailleurs qu'en Grande-Bretagne (ou nés dans d'autres pays non anglophones) le problème le plus courant est celui de la langue. C'est l'opinion de 50 à 60 p. 100 de tous les immigrants non britanniques établis dans les trois villes susmentionnées.

Après le problème de la langue, vient celui de l'emploi. À Toronto, ce sont les migrants interprovinciaux qui éprouvent le moins de difficulté à cet égard et les immigrants non britanniques qui s'en ressentent le plus. En Alberta, les immigrants britanniques mentionnent plus souvent que ceux de Toronto des difficultés d'ordre professionnel. Le mode de vie canadien pose généralement des problèmes aux Britanniques de l'Alberta (ce qui est peut-être dû partiellement au climat), et aux non-Britanniques de Toronto où certains éprouvent du mal à s'adapter à la vie d'une grande ville. Un peu plus de 10 p. 100 de tous les immigrants interrogés au cours de ces deux enquêtes ont mentionné des difficultés de logement, les Britanniques de Toronto se plaignant le moins à cet égard. Toutefois, les problèmes de logement, à Toronto, s'aggraveront probablement à l'avenir. Ce sont les Britanniques de l'Alberta et les non-Britanniques de Toronto qui se ressentent le plus de la solitude.

Le tableau 4.2 montre une étude plus détaillée des difficultés initiales d'adaptation des immigrants, à Toronto, selon leur lieu de naissance. Il n'est pas surprenant de voir que les immigrants de Grande-Bretagne ou en provenance d'autres pays anglophones déclarent souvent n'éprouver aucune difficulté (il ne faut pas oublier que ce groupe est également le plus enclin à retourner dans le pays de provenance). Ce sont les immigrants provenant de la Grèce, du Portugal, de l'Italie et de l'U.R.S.S. qui ont le plus de mal à s'adapter au Canada. Dans l'ensemble, 10 p. 100 des personnes interrogées citent quatre problèmes initiaux d'adaptation

TABLEAU 4.1  
GENRE DE DIFFICULTÉ D'ADAPTATION INITIALE SELON LE  
LIEU DE NAISSANCE ET DE RÉSIDENCE DES MIGRANTS

Lieu de naissance:	Pourcentage des migrants déclarant des difficultés				
	Région métropolitaine de Toronto		Calgary et Edmonton		
	Grande-Bretagne	Ailleurs	Canada*	Grande-Bretagne**	Ailleurs**
Genre de difficulté:	%	%	%	%	%
Trouver un emploi	11	32	9	25	21
Trouver un logement	4	13	13	14	11
Langue anglaise	1	59	2	2	56
Coutumes et modes de vie canadiens	2	21	3	24	13
Vie dans une grande ville	1	13	6	7	4
Solitude	10	28	14	30	20
Autres difficultés	4	9	12	17	11

\* Migrants inter provinciaux nés hors de l'Alberta.

\*\* Immigrants d'après-guerre seulement.

Source: Enquête portant sur la région métropolitaine de Toronto, 1970 (basée sur 1 939 enquêtés de sexe masculin) nés à l'étranger et enquête du Conseil des ressources humaines de l'Alberta, 1971 (sur approximativement 650 enquêtés, à l'exclusion des personnes nées en Alberta). Institute for Behavioural Research, Université York.

ou plus, et la moyenne générale est de 1.4 problème par chef de ménage immigrant. Le diagramme 4.1 montre la répartition du nombre moyen de problèmes en fonction de la langue maternelle, de l'âge à l'arrivée et du niveau d'instruction. Il apparaît clairement que l'ignorance de la langue anglaise est responsable du plus grand nombre des problèmes. En soi, l'âge à l'arrivée ne semble pas causer de différence marquée. Toutefois, si l'on tient compte du niveau d'instruction, on remarque des différences appréciables en fonction de l'âge. *Plus l'immigrant est âgé à son arrivée, plus son niveau d'instruction concourt sensiblement au nombre de problèmes initiaux d'adaptation.* Ce sont ceux dont la langue maternelle n'est pas l'anglais, qui étaient âgés de plus de 25 ans et avaient moins de 9 années de scolarité qui mentionnent des problèmes d'adaptation le plus souvent. Indépendamment de la langue maternelle, ceux qui étaient âgés de 36 ans ou plus à leur arrivée et qui ont 14 années ou plus de scolarité mentionnent le moins de problèmes.

TABLEAU 4.2  
ENQUÊTE PORTANT SUR LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE TORONTO, 1970\*

NOMBRE DE PROBLÈMES INITIAUX D'ADAPTATION SELON LE LIEU DE NAISSANCE

Lieu de naissance	Nombre de problèmes						
	0 %	1 %	2 %	3 %	4 %	5 ou plus %	Total %
Grande-Bretagne	70	20	8	2	0	0	100
Autres pays anglophones	56	15	23	4	2	0	100
Allemagne	15	22	30	22	9	2	100
Italie	11	24	28	19	13	5	100
Portugal et Grèce	9	12	32	23	13	11	100
U.R.S.S.	12	22	23	21	15	7	100
Pologne	18	24	28	18	7	5	100
Autres pays slaves	12	26	37	15	5	5	100
Autres pays (non anglophones)	16	42	24	10	6	2	100
Total	30	24	23	13	7	3	100

\* Échantillon stratifié comprenant 1 939 enquêtés (chefs de ménage de sexe masculin nés à l'étranger seulement).

Source: Institute for Behavioural Research, Université York.

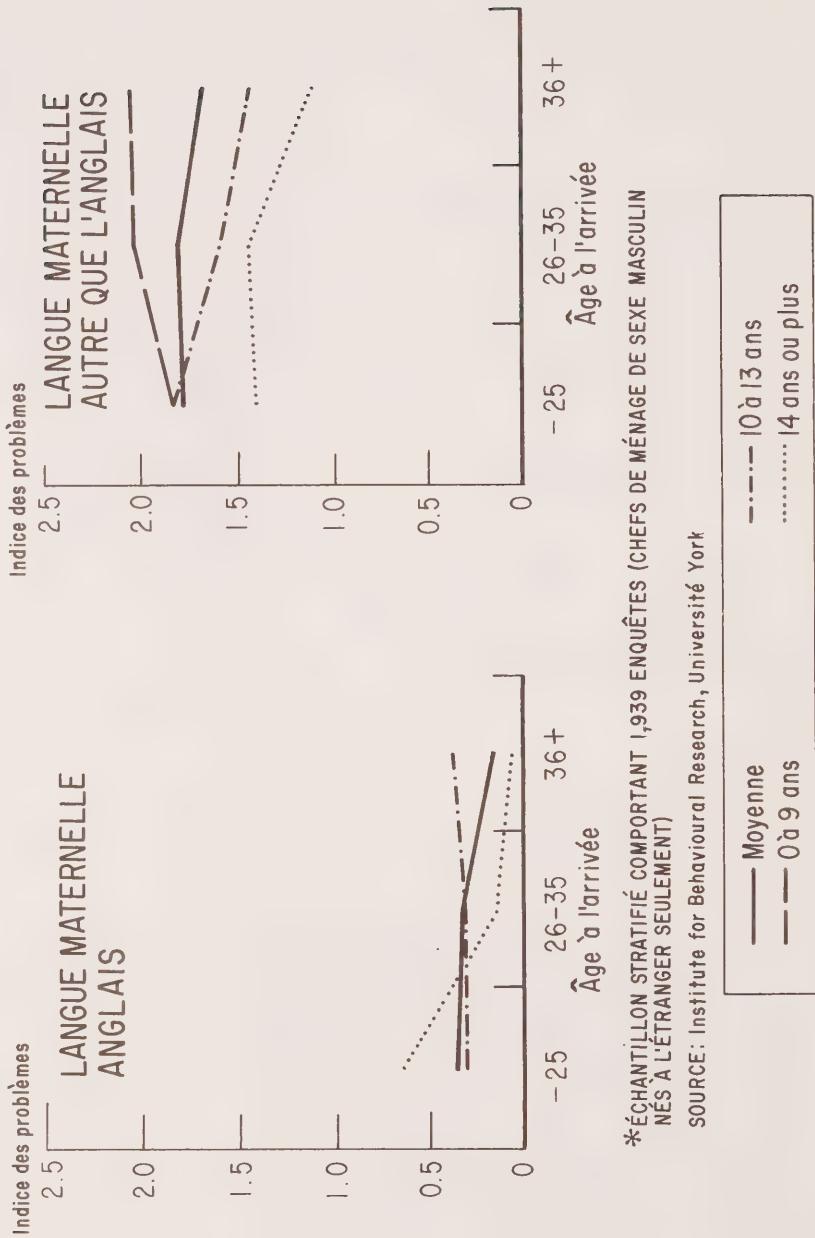
### L'emploi et la mobilité professionnelle

Quels que soient les motifs de l'immigrant, l'obtention d'un emploi correspondant de préférence à son niveau d'instruction et à sa compétence professionnelle, est un facteur essentiel du processus d'adaptation à la vie canadienne. Cela est vrai même pour ceux qui n'ont pas l'intention de s'y établir en permanence. Le sondage national effectué en 1961 montre que la vaste majorité des immigrants connaissent un certain bouleversement de leur situation professionnelle. Cette perturbation se définit comme «tout changement dans la situation sociale consécutif au déplacement géographique et que celui-ci provoque ou impose». Par conséquent, ce terme recouvre à la fois les mouvements de hausse ou de baisse du statut professionnel de l'immigrant. La présente étude a montré que ce facteur influence directement la façon dont les immigrants envisagent la vie au Canada, leur niveau de satisfaction, leurs intentions en matière de naturalisation et leur propension à retourner dans leur pays d'origine. Les retours sont plus fréquents dans le cas de ceux qui ont conservé le même statut professionnel au Canada que dans leur pays d'origine, sans aucune évolution en hausse ou en baisse de ce statut.

Cette étude nationale montre également qu'il existe des différences dans la mobilité professionnelle des immigrants selon qu'ils viennent du Royaume-Uni ou

Diagramme 4.1

INDICE DES PROBLÈMES INITIAUX D'ADAPTATION SELON LA LANGUE MATERNELLE, L'ÂGE À L'ARRIVÉE ET L'INSTRUCTION ENQUÊTE PORTANT SUR LA RÉGION MÉTROPOLITaine DE TORONTO, 1970\*



\*ÉCHANTILLON STRATIFIÉ COMPORTANT 1,939 ENQUÊTES (CHEFFS DE MÉNAGE DE SEXE MASCULIN NÉS A L'ÉTRANGER SEULEMENT)

SOURCE: Institute for Behavioural Research, Université York

d'ailleurs et selon qu'ils sont des travailleurs manuels ou intellectuels. Les immigrants venant d'autres pays que la Grande-Bretagne connaîtront probablement une plus grande mobilité professionnelle et auront moins de chance de retrouver pleinement leur situation antérieure, surtout à cause des problèmes de langue et de la non-reconnaissance de leur compétence professionnelle. Indépendamment de la nationalité, plus le niveau d'instruction de l'immigrant est élevé, plus il connaîtra probablement une certaine baisse initiale de son statut professionnel, mais plus il aura de chance de retrouver ou d'améliorer sa situation antérieure. Cela a été constaté par l'enquête plus récente portant sur la région métropolitaine de Toronto, comme le montre le diagramme 4.2. Celui-ci contient trois ensembles de comparaisons établies selon l'indice Blishen de prestige professionnel: premièrement, la comparaison entre l'emploi dans le pays d'origine et le premier emploi au Canada; deuxièmement, entre l'emploi dans le pays d'origine et l'emploi occupé au moment de l'enquête; troisièmement, entre le premier emploi occupé au Canada et l'emploi au moment de l'enquête. Ces comparaisons ont été faites, séparément, en prenant trois niveaux d'instruction, à savoir de 0 à 9 années de scolarité, de 10 à 13 ans et de 14 ans ou plus.

Le tableau 4.3 montre la mobilité relative de chacun des principaux groupes ethno-linguistiques d'immigrants nés à l'étranger. La première colonne indique la mobilité professionnelle dans le pays d'origine comparée au statut du père de l'immigrant. La deuxième colonne indique le statut professionnel moyen des immigrants dans leur pays d'origine; la troisième colonne, l'importance de la baisse de statut à l'arrivée au Canada; la quatrième colonne, l'évolution de la mobilité après l'arrivée au Canada; enfin, la dernière colonne, le statut professionnel moyen de ces immigrants au moment de l'enquête en 1970. On voit que c'est surtout parmi les Slaves, les Juifs, les «autres» Européens, ainsi que chez les Noirs et les Asiatiques que la mobilité est en baisse lors de l'arrivée au Canada. Si l'on compare la situation professionnelle des groupes ethno-linguistiques dans le pays d'origine avec celle qu'ils avaient au Canada, en 1970, la plupart d'entre eux étaient, en moyenne, à peu près au même niveau sauf ceux dont la langue maternelle est l'anglais, et qui ont un peu amélioré leur situation et se trouvent maintenant à un niveau plus élevé.

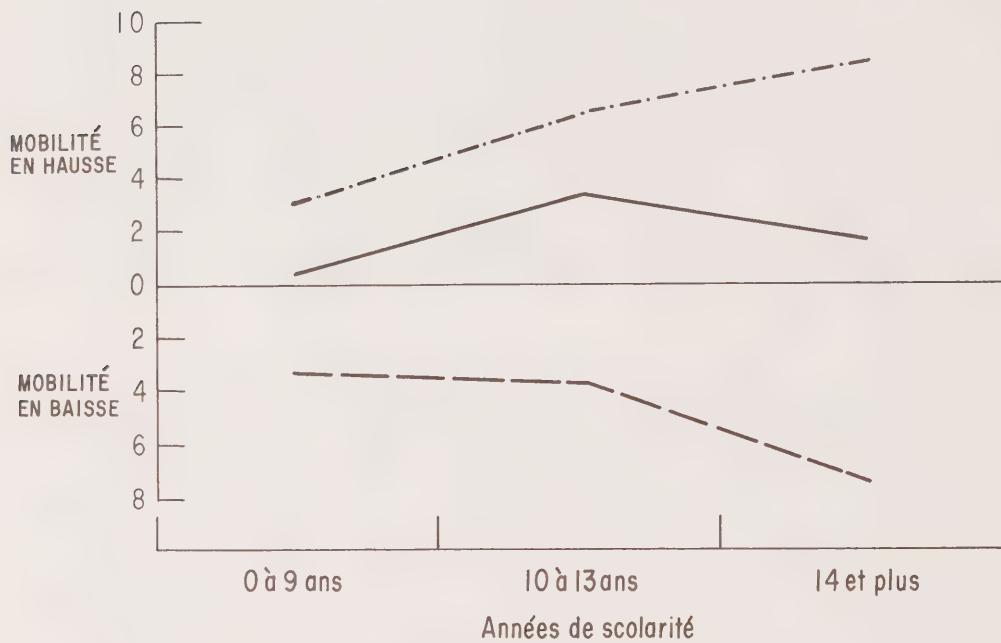
Il ressort de l'enquête nationale et de celle portant sur la région de Toronto que les deux ou trois premières années au Canada sont primordiales pour le processus d'adaptation matérielle et le retour à l'ancien statut professionnel. Par la suite, la durée de résidence n'entraîne que relativement peu de différences dans la situation professionnelle ou le revenu de l'immigrant. En fait, étant donné que c'est à l'âge mûr que le revenu du travail est le plus élevé (ce qui est vrai à la fois pour les Canadiens et les étrangers) et que ce revenu diminue à mesure que le travailleur avance en âge (avec une baisse sensible au moment de la retraite), ceux qui ont demeuré le plus longtemps au Canada ont tendance à gagner moins que les immigrants ayant entre 10 et 20 années de résidence, même en tenant compte du niveau d'instruction et des autres facteurs.

#### L'intégration culturelle et sociale

Pour ceux dont la langue maternelle n'est pas l'anglais, l'intégration culturelle suppose l'acquisition de la connaissance de l'anglais ou du français. Pour tous les immigrants, quelle que soit leur langue maternelle, l'intégration culturelle comporte

Diagramme 4.2

MOBILITÉ PROFESSIONNELLE SELON L'INSTRUCTION  
ENQUÊTE PORTANT SUR LA RÉGION MÉTROPOLITaine  
DE TORONTO, 1970\*



\*ENQUÊTE PAR SONDAge STRATIFIÉ COMPRENANT 1,939 ENQUÊTÉS DE SEXE MASCHULIN NÉS À L'ÉTRANGER

SOURCE: Institute for Behavioural Research, Université York.

- Différence entre l'emploi actuel et le premier emploi au Canada, selon l'indice Blishen.
- Différence entre l'emploi actuel et l'emploi dans le pays d'origine, selon l'indice Blishen.
- Différence entre le premier emploi au Canada et l'emploi dans le pays d'origine, selon l'indice Blishen.

également l'acquisition de la connaissance des symboles canadiens, des institutions et des personnalités ainsi qu'une certaine modification des attitudes, de l'échelle des valeurs et des modes de comportement, pour se conformer aux circonstances du milieu canadien dans les diverses régions et aux sous-cultures où ils vivent.

L'enquête nationale de 1961 a montré que relativement peu d'immigrants d'après-guerre sont assimilés dans le secteur francophone de la population.

Si l'on prend comme critère la résidence au Québec et la capacité de parler couramment le français, moins de 6 p. 100 des immigrants d'après-guerre se rangent

**TABLEAU 4.3**  
**ENQUÊTE PORTANT SUR LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE TORONTO, 1970\***

**MOBILITÉ RELATIVE DES GROUPES ETHNO-LINGUISTIQUES NÉS À ETRANGER**

	Mobilité entre génération dans le pays d'origine	Statut professionnel dans le pays d'origine	Baisse de statut à l'arrivée au Canada	Mobilité au Canada	Statut actuel
Langue maternelle: anglais	En hausse	Moyen	Légère	Hausse marquée, se poursuivant	Élevé
Langue maternelle: slave	En baisse	Bas	Marquée	Hausse marquée, se stabilisant	Bas
Juif	En baisse	Moyen	Marquée	Hausse très marqué, se stabilisant	Moyen
Langue maternelle: italien	En baisse	Bas	Modérée	Hausse modérée	Bas
Langue maternelle: de l'Europe occidentale	En baisse	Moyen	Légère modérée	Hausse marquée, se stabilisant	Moyen
Langue maternelle: grec ou portugais	En baisse	Bas	Modérée	Hausse modérée	Bas
Autre langue maternelle	En hausse	Moyen	Marquée	Forte hausse, se poursuivant	Moyen
Asiatiques ou Noirs	En hausse	Élevé	Marquée	Hausse modérée, se stabilisant	Élevé

\* Échantillon stratifié comportant 1,939 enquêtés de sexe masculin nés à l'étranger.

Source: Institute for Behavioural Research, Université York.

dans cette catégorie; les deux tiers de tous les immigrants parlent couramment l'anglais, ce qui en laisse un quart qui, du point de vue de la langue, ne sont pas entièrement assimilés dans aucun des deux secteurs linguistiques de la population (Richmond, 1967:155).

Cette enquête a également révélé qu'environ le tiers des immigrants appartiennent à des associations où prédominent des Canadiens d'origine et que les deux tiers se lient d'amitié avec des Canadiens autochtones. Seul un immigrant sur six fait partie d'associations qui groupent surtout des personnes originaires du même pays, et un sur cinq ne se lie d'amitié qu'avec des compatriotes.

L'enquête nationale montre que, bien que la durée de résidence influence le degré d'intégration culturelle et sociale, ce facteur est moins important que le niveau d'instruction de l'immigrant. Cette conclusion est confirmée par l'étude plus récente portant sur la région métropolitaine de Toronto. Bien que la connaissance de la langue anglaise, des symboles, des personnalités et des institutions canadiennes, l'adhésion à des associations bénévoles canadiennes et le nombre d'amis intimes de différente origine ethnique augmentent avec la durée de résidence, ce dernier facteur a une influence moindre que le niveau d'instruction. Plus celui-ci est élevé, plus l'immigrant s'intègre rapidement sur le plan culturel et plus il sera porté à faire partie de différentes associations bénévoles (y compris les organismes ethniques). Les immigrants plus instruits se lient d'amitié avec plus de gens de divers milieux, dont des Canadiens de naissance et des membres de divers groupes ethniques (Goldlust et Richmond, 1974). L'enquête nationale conclut ce qui suit:

Étant donné l'accent idéologique qu'on met au Canada sur le pluralisme culturel, il eut été surprenant de voir les immigrants d'après-guerre s'assimiler rapidement à l'un ou l'autre des groupes ethniques dominants. Néanmoins, il semble, qu'en général, les immigrants instruits tendent à s'assimiler au secteur anglophone de la population canadienne, et que l'isolement sur le plan ethnique où se trouvent les autres n'est pas tant attribuable à une décision volontaire de leur part qu'à leur faible niveau d'instruction, de culture et de facilité d'expression (Richmond, 1967:156).

Il faut modifier quelque peu la conclusion ci-dessus à la lumière des études plus récentes sur la ségrégation résidentielle des groupes ethniques dans la région métropolitaine de Toronto. L'enquête de 1970 portant sur cette région révèle que la population juive est celle qui connaît le plus de ségrégation ethnique. Les familles juives sont parmi les plus aisées, ce qui montre qu'un faible statut socio-économique n'est pas une condition nécessaire de la concentration résidentielle. En se fondant sur l'étude approfondie des facteurs motivant la concentration résidentielle des groupes ethniques, l'enquête en vient à la conclusion suivante:

Bien que 22 p. 100 de tous les chefs de ménage de la région métropolitaine de Toronto étaient d'avis que leur propre quartier groupait «surtout des membres du même groupe ethnique que le leur», la plupart des quartiers se caractérisent par la diversité des groupes ethniques, et trois sur quatre de tous les chefs de ménage préfèrent qu'il en soit ainsi. De façon générale, les quartiers présentant une concentration relativement importante de membres d'un groupe ethnique ne justifient pas leur désignation de «ghetto». Il est rare qu'un quartier ne comprenne qu'un seul groupe ethnique ou racial, et c'est, en général, de leur propre choix que les habitants y résident. Néanmoins, la crainte d'une discrimination possible en matière de logements, à Toronto, surtout à l'égard des minorités juives et non blanches, tend à

décourager certains à s'aventurer en dehors des quartiers qui leur sont familiers (Richmond, 1972b:59).

On a déjà observé que les minorités noires et asiatiques sont celles qui sont vraisemblablement le plus portées à signaler leur expérience de la discrimination en matière de logement. Toutefois, cette étude montre que la discrimination raciale n'est *pas* la cause principale de la ségrégation résidentielle. De nombreuses influences y contribuent, notamment la croissance rapide de la région métropolitaine de Toronto elle-même et «l'exode vers les banlieues» de nombreux Canadiens protestants d'origine britannique. L'enquête portant sur l'Alberta révèle de même que les Canadiens autochtones, plus que les immigrants, préfèrent nettement habiter un quartier de résidents de leur propre ethnité. L'étude portant sur la région métropolitaine de Toronto montre que ceux qui sont les plus portés à vivre dans un quartier à concentration ethnique relativement forte sont les familles de taille moyenne, et surtout les immigrants arrivés avant 1956 ou dont le statut socio-économique est peu élevé. Parmi les facteurs qui encouragent la concentration résidentielle des membres du même groupe ethnique, mentionnons l'attachement à l'Église ou à la synagogue et le sentiment de sécurité et d'appartenance qu'éprouvent les immigrants du fait qu'ils vivent dans le même milieu que leurs parents et amis.

Les relations étroites que certains groupes primaires entretiennent avec leur parenté caractérisent la communauté juive de Toronto, ainsi que les groupes ethniques qui comptaient sur la «migration en chaîne» de parents nommément désignés, surtout les groupes d'Italiens, de Grecs et de Portugais. Dans certains cas, ce réseau social se limite au quartier mais, étant donné la facilité actuelle des transports et des communications, ce réseau se maintient souvent après la dispersion des immigrants dans les banlieues. Qu'ils soient enracinés dans un quartier particulier ou non, ces réseaux de parents et d'amis étroitement liés jouent un rôle important pour les immigrants en les aidant à s'adapter à la vie urbaine au Canada. Ils sont une source importante d'appui économique et moral pour les immigrants récemment arrivés et facilitent leur transition dans la société, en général. Les immigrants instruits et plus jeunes finissent par se libérer de ces liens communautaires, mais les immigrants plus âgés et ceux qui ont habité longtemps dans un même quartier ont plus besoin du voisinage de parents et d'amis et de leurs propres installations confessionnelles, de leurs magasins et de leurs lieux de loisirs.

Une étude menée en 1969 dans quelques secteurs du centre de la région métropolitaine de Toronto appelés centres de rénovation urbaine ou, plus exactement, «zone de rénovation à long terme» montre qu'un grand nombre de ces quartiers étaient habités par une forte proportion de chefs de ménage d'origine étrangère. Ceux qui étaient les plus attachés à ces quartiers sont les immigrants peu instruits d'âge moyen ou plus âgés. La mise en vigueur de nouveaux règlements de zonage (surtout les règlements régissant l'occupation multi-familiale ou non familiale); la transformation de logements à loyer modique pour la revente comme «townhouse» (maison urbaine) en vogue, la destruction de zones résidentielles ou de lieux de loisirs en vue de la construction d'autoroutes ou de réseaux de transports rapides, la rénovation des vieilles maisons par l'application de normes au-delà des moyens des habitants actuels, etc., pourraient engendrer des problèmes. Toutes ces mesures, jointes à la suppression rapide des foyers de taudis dans certains quartiers, pourraient susciter de graves conflits d'intérêt entre les habitants de ces quartiers

(qu'ils soient Canadiens ou d'origine étrangère) et les autorités de la planification urbaine. L'étude se termine ainsi:

Bien que possédant peu des caractéristiques généralement propres aux classes moyennes et reliées au succès économique, les immigrants des zones de rénovation urbaine semblent s'être intégrés avec succès dans des sous-cultures ethniques et ouvrières de la communauté locale, qui répondent effectivement à leurs aspirations. Le degré élevé de satisfaction des immigrants en matière de logement, de voisinage et d'emploi témoigne de ce succès. . . Toutefois, cela ne supprime pas la possibilité que des conflits encore à l'état latent se manifestent plus ouvertement par une opposition aux projets officiels, à mesure que les résidents étrangers de ces quartiers vieilliront, qu'ils s'intégreront davantage et accepteront les normes et valeurs canadiennes (Neumann, Mezoff et Richmond, 1973:97-98).

### Les maîtresses de maisons et les enfants

Bien que pour des raisons de nécessité économique, les chefs de ménage de sexe masculin doivent s'intégrer d'une certaine façon sur le plan culturel et social au milieu canadien, les maîtresses de maison immigrantes (surtout celles dont le niveau d'instruction est bas) ont tendance à s'isoler sur le plan social et apprendront moins probablement que leurs conjoints l'une des langues officielles du Canada. Cela retarde leur intégration culturelle, en général, et peut provoquer des conflits entre elles et les autres membres de leur famille, surtout avec les enfants élevés au Canada et qui sont exposés à des valeurs et à des aspirations différentes de celles de leurs parents.

Des études portant sur l'intégration sociale des enfants d'immigrants italiens, à Toronto, révèlent que le conflit entre les générations n'est peut-être pas aussi fort que des études antérieures sur les familles italiennes aux États-Unis l'avaient laissé entendre (Child, 1943). Les familles italiennes installées à Toronto depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sont très intéressées à assurer leur propre réussite et celle de tous les membres de leur famille, sur le plan économique. Les immigrants sont conscients du besoin d'instruction pour arriver à cette fin et ils encouragent généralement les fils (mais pas toujours les filles) à rester à l'école le plus longtemps possible. Cependant, le coût de l'enseignement supérieur et la perte de revenu correspondante pendant la durée des cours à temps plein, placent souvent dans une situation défavorisée les enfants d'origine italienne, ainsi que ceux des classes pauvres, par comparaison avec les enfants des classes moyennes. À Toronto, on a relevé des divergences importantes dans la façon de percevoir le conflit entre les générations et dans l'attitude des mères de famille, selon leur degré d'acculturation au Canada.

Il semble y avoir une différence marquée dans l'attitude fondamentale des mères de familles italiennes, suivant leur degré d'acculturation, face à l'éventualité d'un conflit entre elles-mêmes et leurs fils. Les mères les mieux adaptées sont, dans l'ensemble, mieux préparées à accepter l'existence d'un conflit ouvert avec leurs enfants adolescents et l'envisagent avec plus de tolérance. Elles maintiennent les principes auxquels elles sont attachées avec beaucoup plus de confiance devant l'opposition déclarée de leurs fils. Le respect de ces principes l'emporte sur l'obtention d'un semblant d'harmonie familiale. Inversement, les mères moins adaptées semblent attacher plus d'importance au maintien d'un semblant d'harmonie entre elles-mêmes

et leurs fils et évitent le déclenchement d'un conflit ouvert, même au prix de l'incompréhension de la situation du fils (Danziger, 1971:144).

Des études portant sur les immigrantes ayant des enfants d'âge pré-scolaire révèlent les difficultés des jeunes mères de famille (dont la langue maternelle n'est pas l'anglais) cherchant à s'adapter à la société canadienne. Le gouvernement de l'Ontario a ouvert quelques classes expérimentales en 1968, à l'intention des mères de famille grecques et italiennes. Des enseignants bénévoles assuraient la garde des enfants et donnaient des cours d'anglais aux mères, plusieurs matinées par semaine. Des sondages effectués auprès des mères de famille assistant aux cours et sur un échantillon d'autres du même quartier qui ne suivaient pas ces cours, révèlent que, dans l'ensemble, les mères de famille italiennes s'intègrent plus facilement que celles d'origine grecque, mais ce résultat est partiellement dû à une durée de résidence plus longue au Canada. Les femmes appartenant aux groupes grec et italien suivaient les cours, mais certaines d'entre elles avaient tendance à les quitter pour prendre un emploi non spécialisé dans un lieu de travail où la majorité des employés étaient de même nationalité qu'elles. On a également observé que les mères de famille immigrantes réagissent souvent à la vie dans un milieu urbain étranger (comme Toronto l'est pour elles) en protégeant leurs enfants d'une façon excessive. Cette attitude engendre souvent des problèmes pour ceux-ci lorsqu'ils entrent à l'école. Malheureusement, peu d'enseignants ou de travailleurs sociaux possèdent les connaissances linguistiques nécessaires pour communiquer avec les parents de ces enfants (Nagata, *et al.*, 1970).

#### La satisfaction devant la vie au Canada

Le degré de contentement des immigrants devant les conditions de vie au Canada dépend étroitement de ce qu'ils en attendaient à l'origine. Leurs espoirs, à cet égard, se fondent sur les renseignements obtenus avant leur départ et qui leur auront été communiqués par le gouvernement canadien, les agences de voyage, des organismes religieux et sociaux, et les amis et parents déjà installés au Canada. L'enquête nationale effectuée en 1961 indique que les organismes religieux et sociaux semblent les sources de renseignements les plus dignes de foi, et que la source particulière la plus trompeuse est le gouvernement canadien. La fiabilité des informations fournies par les agents de l'immigration canadienne postés à l'étranger est probablement meilleure depuis cette date. Les agents de l'immigration eux-mêmes se plaignent souvent que, même s'ils donnent aux immigrants éventuels une vue réaliste des problèmes et des difficultés qu'ils éprouveront probablement au Canada, ceux qui ont déjà la ferme conviction que le Canada est une sorte d'*Eldorado* ne les croient pas ou ne les comprennent pas. Quoi qu'il en soit, à certains moments, les autorités provinciales et fédérales ont lancé des campagnes de promotions directes, en Grande-Bretagne et ailleurs, qui tendaient à peindre une image idéale de la vie au Canada. À l'occasion de l'enquête de 1961, environ un quart de tous les immigrants ont déclaré qu'il était plus difficile de gagner sa vie au Canada qu'ils ne l'avaient cru, et environ un sur cinq estimaient que la vie au Canada était généralement moins intéressante qu'ils l'espéraient (Richmond, 1967:160).

Un autre facteur important ayant influé sur le degré de satisfaction des immigrants est l'amélioration *relative* du niveau de vie matériel après leur

installation au Canada. Les immigrants en provenance de la Grande-Bretagne et de l'Europe continentale qui se sont établis au Canada peu après la Seconde Guerre mondiale, à une époque où le rationnement et les pénuries étaient encore rigoureuses, ont connu une amélioration plus sensible de leur niveau de vie que ceux qui les ont suivis après le relèvement économique des pays européens. Plus récemment, les immigrants provenant des régions rurales et pauvres du sud de l'Europe ont connu une amélioration relativement plus importante de leur niveau de vie que ceux qui venaient de la Grande-Bretagne, de l'Europe occidentale ou des États-Unis. C'est au cours des premières années, après l'arrivée au Canada, que le degré de satisfaction tend à être le plus bas, surtout chez ceux qui n'ont pu trouver d'emploi correspondant à leur compétence professionnelle ou qui ne peuvent faire reconnaître celle-ci. La perte totale ou relative du statut professionnel peut contribuer à l'insatisfaction, surtout si elle entraîne un chômage prolongé et de faibles revenus.

Toutefois, ce serait une erreur de supposer que le degré de satisfaction dépend uniquement du succès matériel. Parmi les facteurs non économiques qui contribuent à rendre l'immigrant satisfait de sa situation, mentionnons les relations avec la famille et les amis.

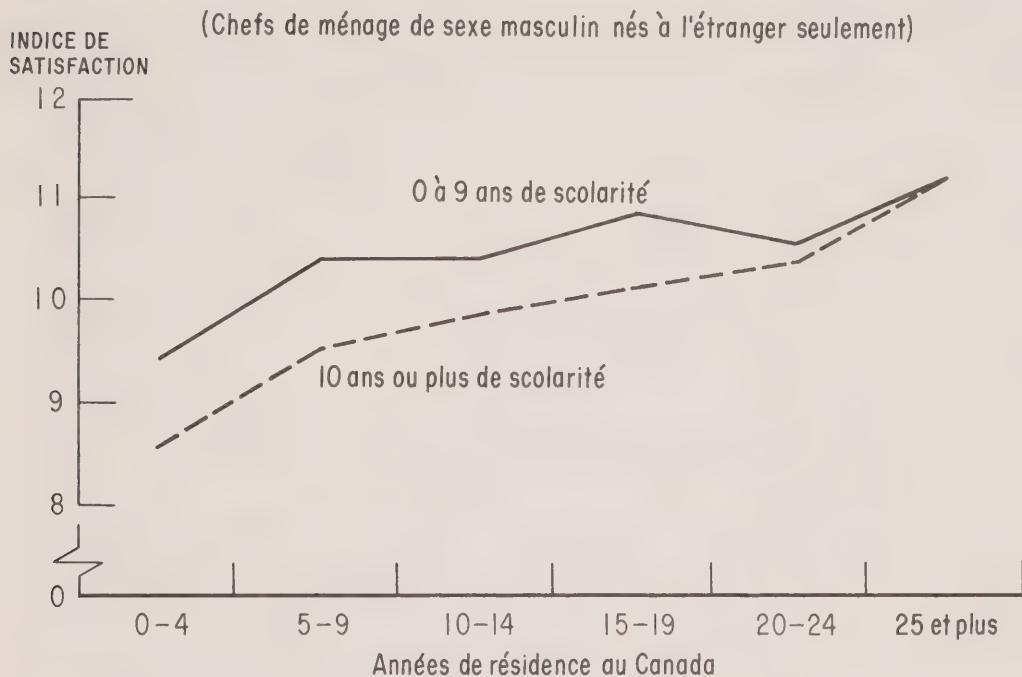
Les immigrants qui n'ont jamais revu aucun de leurs proches parents, autres que les membres de leur famille immédiate, apparaissent sensiblement moins satisfaits que les autres. . . L'enquête nationale et celle qui portait sur Vancouver ont révélé la même tendance chez les immigrants d'origine britannique et d'ailleurs. Par contraste, les immigrants qui revoient souvent des membres de leurs familles et des parents par alliance (soit une fois par mois ou plus) manifestent un degré de satisfaction plus élevé (53 p. 100 dans l'enquête nationale). Les autres types de relations sociales dans la communauté semblent influer également sur le degré de satisfaction. Les isolés sociaux (c'est-à-dire ceux qui disent n'avoir pas d'amis intimes de quelque nationalité), qu'ils soient d'origine britannique ou non ont un niveau d'insatisfaction élevé, selon les résultats de l'enquête nationale et de celle qui portait sur Vancouver. Les immigrants qui disent avoir des amis parmi les Canadiens de naissance sont généralement plus satisfaits que ceux qui n'en ont pas, même si ceux-ci ont des liens d'amitié avec des compatriotes ou des immigrants d'autres pays. L'enquête nationale révèle que le niveau de satisfaction le plus élevé (44 p. 100) semble exister chez ceux qui ont des liens d'amitié étroits avec des Canadiens, d'anciens compatriotes et des immigrants originaires d'autres pays (Richmond, 1967:173-175).

Ces conclusions se confirment dans l'étude plus récente portant sur la région métropolitaine de Toronto. Un indice de satisfaction a été établi, selon les réponses aux questions concernant la satisfaction à l'égard de l'emploi, du logement et du voisinage, ainsi que d'autres facteurs portant sur l'amélioration relative du niveau de vie et de la situation sociale, par comparaison avec celle du pays d'origine. Il en découle que le degré de satisfaction augmente avec la durée de résidence, mais est plus élevé chez ceux qui ont peu d'instruction et un faible statut socio-économique que chez ceux qui sont plus instruits et plus aisés, comme le montre le diagramme 4.3. À remarquer que ce n'est qu'après 25 années de résidence au Canada que le degré de satisfaction de ceux qui ont 10 années de scolarité ou plus atteint le niveau de celui des immigrants moins instruits.

Les résultats de l'enquête nationale indiquent que les immigrants, à Toronto et à Vancouver, sont moins satisfaits que ceux des autres régions du Canada. Peut-être

Diagramme 4.3

INDICE DE SATISFACTION SELON LES ANNÉES DE SCOLARITÉ ET LA DURÉE DE RÉSIDENCE AU CANADA  
ENQUÊTE PORTANT SUR LA RÉGION MÉTROPOLITaine DE TORONTO, 1970\*



\*ÉCHANTILLON STRATIFIÉ COMPRENANT 1,939 ENQUÊTÉS DE SEXE MASculIN NÉS À L'ÉTRANGER  
SOURCE: Institute for Behavioural Research, Université York

ce phénomène est-il dû à une différence de la composition ethnique et du niveau d'instruction des immigrants de ces deux villes, par comparaison avec ceux du reste du Canada, différence qui, à son tour, a pu influer sur les espoirs et les aspirations de ces immigrants. Peut-être cette insatisfaction plus marquée dépend-elle de causes objectives résultant des conditions économiques et sociales différentes qui prévalaient dans ces deux villes au moment de l'enquête. Ce phénomène est peut-être surtout attribuable au taux de chômage plus élevé et à la difficulté qu'avaient certains spécialistes et travailleurs spécialisés à trouver de l'emploi. On a déjà noté précédemment qu'à Toronto les problèmes d'adaptation initiaux des immigrants non britanniques sont plus fréquents qu'à Calgary et Edmonton, ce qui peut également expliquer le niveau de satisfaction plus faible à Toronto.

## LA CITOYENNETÉ ET L'ESPRIT D'APPARTENANCE AU CANADA

Les chiffres du recensement de 1971 concernant la citoyenneté ne sont pas encore connus. Toutefois, une analyse du recensement de 1961 montre qu'il existe des différences importantes quant au désir d'obtenir la naturalisation, selon le lieu de naissance, l'origine ethnique, l'âge, l'instruction, la profession et la région de résidence, des immigrants arrivés entre 1951 et 1955 (c'est-à-dire ceux qui avaient un minimum de cinq années de résidence en 1961 et qui étaient donc admissibles à la citoyenneté canadienne). (Kalbach, 1970:337-392) Les immigrants des pays de l'Europe orientale étaient ceux qui le plus probablement devaient avoir acquis la nationalité canadienne, à l'époque du recensement de 1961. La plus faible proportion de non-citoyens se trouvait parmi les Britanniques, les immigrants en provenance des pays du Commonwealth, des États-Unis et de l'Europe occidentale. À remarquer que les sujets britanniques bénéficient du double droit de vote et de divers autres priviléges sans avoir à prendre la nationalité canadienne. Ils peuvent également conserver une double nationalité, celle du Royaume-Uni et du Canada, s'ils deviennent citoyens canadiens. Au contraire, les ressortissants des États-Unis et de certains autres pays perdent leur nationalité d'origine en acquérant la citoyenneté canadienne. Il se peut que les immigrants d'autres pays doivent renoncer à leur pension ainsi qu'à d'autres avantages acquis en changeant de nationalité. Il est donc clair que des contraintes différentes s'exercent sur les immigrants et les encouragent soit à acquérir la nationalité canadienne soit à la refuser. Ceux qui sont venus à titre de réfugiés, particulièrement les apatrides, sont les plus portés à prendre la nationalité à la première occasion. Ceux qui retournent fréquemment dans leur pays d'origine pour raisons d'affaires ou autres, ou qui comptent y prendre leur retraite sont moins portés à acquérir la citoyenneté.

Les résultats des enquêtes portant sur Toronto et l'Alberta donnent des renseignements plus à jour sur la naturalisation et les intentions de ceux qui n'avaient pas alors acquis la citoyenneté canadienne. Les chiffres correspondants figurent aux tableaux 5.1 et 5.2. Il apparaît clairement que ceux dont la langue maternelle est l'anglais, ainsi que les immigrants noirs et asiatiques, sont les moins susceptibles de devenir citoyens canadiens, tandis que les groupes juif et slave sont les plus enclins à le faire. Toutefois, dans l'étude portant sur Toronto, la comparaison entre ceux qui avaient obtenu la nationalité et ceux qui exprimaient la ferme intention de le faire, une fois admissibles, ne révèle qu'un indice de corrélation de 0.42 p. 100, ce qui laisse entendre que les facteurs qui poussent les immigrants récents à acquérir la naturalisation ne sont pas obligatoirement les mêmes que ceux qui s'appliquent à ceux qui sont arrivés plus tôt. La sélection plus sévère, quant au niveau d'instruction, depuis l'introduction du système de «points» en 1967, pourrait réduire le nombre des futurs citoyens, à moins que la réglementation ne soit changée ou que des pressions, que n'ont pas connues les premiers immigrants, soient exercées à l'avenir.

Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas cru nécessaire ou souhaitable de faire beaucoup de publicité ou d'exercer des pressions sur les immigrants pour qu'ils sollicitent la naturalisation. Toutefois, une campagne d'information limitée a été

**TABLEAU 5.1**  
**ENQUÊTE PORTANT SUR LA RÉGION MÉTROPOLITaine DE TORONTO, 1970+**  
 Citoyenneté et intentions en matière de citoyenneté  
 (Chefs de ménage de sexe masculin nés à l'étranger seulement)

	Résidence au Canada	
	5 années ou plus Naturalisés canadiens	Moins de 5 années Intention ferme d'acquérir la citoyenneté canadienne
	%	%
Groupe ethno-linguistique		
Langue maternelle:anglais*	45	31
Langue maternelle:slave**	82	64
Juif***	85	45
Langue maternelle:italien	49	41
Europe occidentale****	62	36
Langue maternelle:		
grec et portugais	45	57
Autres langues maternelles	68	46
Noirs et Asiatiques+	27	32
Total	54	38

\* À l'exclusion des Juifs, des Noirs, et des Asiatiques dont la langue maternelle est l'anglais.

\*\* À l'exclusion des Slaves d'origine juive.

\*\*\* Ceux qui déclarent être de religion juive, ou "sans religion" mais dont la religion des parents est la religion juive.

\*\*\*\* Comprend les langues allemande, française, hollandaise, et scandinaves.

+ Désignation de l'enquête et/ou langue maternelle asiatique.

† Échantillon stratifié comprenant 1 939 enquêtés de sexe masculin nés à l'étranger.

Source: Institute for Behavioural Research, Université York.

**TABLEAU 5.2**  
**ENQUÊTE PORTANT SUR CALGARY ET EDMONTON, 1971\***

Citoyenneté et intentions en matière de citoyenneté  
 (Tous les chefs de ménage nés à l'étranger)

Lieu de naissance	Citoyen canadien	Intention ferme	Oui probablement	Indécis	Refus ferme	Total
	%	%	%	%	%	%
Grande-Bretagne	33	22	12	11	22	100
Autres	56	21	6	12	5	100
Total	51	21	8	12	8	100

\* Échantillon stratifié comprenant 900 enquêtés. Enquête menée par le Conseil des ressources humaines de l'Alberta.

Source: Institute for Behavioural Research, Université York.

lancée en 1973. Elle a coïncidé avec une recrudescence du nationalisme dans certains secteurs de la population, notamment parmi les étudiants et les enseignants. Un comité spécial sur le nationalisme économique et culturel du gouvernement de l'Ontario a récemment recommandé que les universités accroissent la proportion de citoyens canadiens de leur corps enseignant et que, si les efforts volontaires en ce sens sont insuffisants, une législation soit adoptée pour contraindre les universités à nommer des Canadiens à tous les postes supérieurs et à engager une proportion d'au moins 80 p. 100 de Canadiens au cours des sept prochaines années. De toute évidence, si une telle pression est exercée sur les universités, elle pourrait s'étendre rapidement à d'autres employeurs et entraîner une attitude beaucoup moins libérale en matière de citoyenneté que le Canada n'en a eue jusqu'ici. Pareille politique pourrait augmenter la proportion des immigrants qui demandent la nationalité pour des raisons purement pratiques, mais ne fera rien pour fortifier l'esprit d'appartenance au Canada. Au contraire, elle pourrait rebuter de nombreux immigrants que le Canada attire, précisément parce que, contrairement à d'autres pays, il est réputé pour son libéralisme et son attitude peu chauviniste à l'égard des questions d'ordre ethnique et de naturalisation.

L'enquête effectuée à Calgary et à Edmonton, en 1971, par le Conseil des ressources humaines de l'Alberta demandait aux immigrants d'indiquer les raisons pour lesquelles ils pensaient que certains d'entre eux n'acquièrent pas la nationalité canadienne. La question était posée à tous les chefs de ménage d'origine étrangère compris dans l'échantillon, qu'ils soient eux-mêmes naturalisés ou non. Les réponses figurent au tableau 5.3 (les pourcentages se montent à plus de 100, certains ayant indiqué plus d'une raison). Mis à part, tout un éventail de raisons (dont de nombreuses sont d'ordre personnel et «idiosyncratique»), on voit que le projet de retourner dans le pays d'origine et la volonté de ne pas rompre les liens avec le passé sont les raisons les plus fréquemment citées. Viennent ensuite l'absence d'avantages concrets puis la préférence à conserver l'ancien passeport. Le rejet explicite de l'identité canadienne n'est perçu comme motif que par 14 p. 100 des immigrants.

Outre la nécessité d'avoir cinq années de résidence au Canada, les futurs citoyens doivent faire preuve de bonnes moeurs, d'une connaissance suffisante de l'anglais ou du français, ainsi que des responsabilités et droits que confère la citoyenneté canadienne. De façon générale, cela comporte une certaine connaissance de l'histoire canadienne, etc. Il semble que les personnes âgées et les immigrants les moins instruits éprouvent des difficultés à satisfaire aux exigences linguistiques et à prouver qu'ils ont une certaine connaissance de l'histoire et des institutions du Canada. Le recensement de 1961 montre un certain rapport entre le niveau d'instruction et l'acquisition de la citoyenneté, dans le cas des immigrants originaires des pays du centre, de l'est et du sud de l'Europe. C'est l'inverse qui se produit chez les immigrants provenant des États-Unis, du Royaume-Uni et des autres pays du Commonwealth. La tendance à acquérir la citoyenneté canadienne n'accuse guère de différence selon les régions et les différences entre les régions métropolitaines et non métropolitaines semblent tenir à différentes circonstances. Cela nous porte à conclure que «l'importance de la région de résidence pour ce qui concerne l'acquisition de la nationalité est un facteur complexe lié aux caractéristiques culturelles, sociales, économiques et psychologiques des immigrants ainsi qu'aux caractéristiques de la population et aux possibilités qu'offre la région en cause» (Kalbach, 1970:422).

**TABLEAU 5.3**  
**ENQUÊTE PORTANT SUR CALGARY ET EDMONTON, 1971\***

Raisons pour lesquelles certains immigrants n'acquièrent pas la citoyenneté canadienne  
(Tous les chefs de ménage nés à l'étranger)

	Pourcentage mentionnant**					
	Projet de retour au pays d'origine	Ne pas rompre les liens	Rejet de l'identité canadienne	Préférence l'ancien passeport	Aucun avantage	Autres raisons
Lieu de naissance						
Grande-Bretagne	27	40	15	14	31	47
Autres	41	25	14	18	24	47
Total	37	29	14	16	26	47

\* Échantillon stratifié comprenant 900 enquêtés. Enquête menée par le Conseil des ressources humaines de l'Alberta.

\*\* Les pourcentages se montent à plus de 100 parce que certains enquêtés indiquent plus d'une raison.

Source: Institute for Behavioural Research, Université York.

L'enquête nationale de 1961 vient compléter l'étude des facteurs qui influent sur la tendance à acquérir la citoyenneté canadienne. Outre de rassembler des données sur la nationalité actuelle de ceux qui étaient admissibles à la citoyenneté canadienne, la présente étude a également cherché à déterminer les *intentions* de ceux qui étaient au Canada depuis moins de cinq ans et de ceux qui, bien qu'y étant admissibles, n'avaient pas encore acquis la citoyenneté. Elle a confirmé la faible propension des immigrants provenant de la Grande-Bretagne et de l'Europe occidentale et celle beaucoup plus forte des réfugiés et des immigrants de l'Europe orientale à acquérir la citoyenneté. Les résultats indiquent également que ceux qui sont satisfaits de la vie au Canada, ceux dont les espoirs en matière d'emploi ont été réalisés et qui trouvent la vie intéressante au Canada, ainsi que ceux dont le niveau de vie est beaucoup plus élevé qu'auparavant, adoptent tous une attitude positive en matière de citoyenneté canadienne. Non seulement ceux dont la situation est meilleure qu'avant l'arrivée au Canada manifestent-ils des intentions positives à cet égard, mais aussi ceux dont la situation s'est dégradée. Ce sont les immigrants qui sont restés au même niveau qui sont les moins portés à prendre la nationalité.

L'étude permet de conclure que le facteur qui contribue le plus à l'acquisition de la citoyenneté est le besoin d'une rupture radicale avec le mode de vie que l'immigrant connaissait dans son pays d'origine. La faible propension à acquérir la naturalisation que manifestent les immigrants provenant du Royaume-Uni et des États-Unis tient peut-être au peu d'efforts qu'ils doivent faire pour s'adapter à la vie

canadienne. Ces immigrants, surtout s'ils occupent la même situation professionnelle qu'auparavant, n'ont vu que très peu de changement dans leur vie. Ils n'ont pas eu à apprendre une nouvelle langue, ils ont pu maintenir des liens étroits avec leur famille, leurs anciens amis et leur identité personnelle ne s'est guère ressentie de leur migration. C'est tout le contraire pour les immigrants venant de l'Europe continentale et d'ailleurs.

Pour ces immigrants, la vie au Canada offre un contraste total avec le mode de vie qu'ils menaient auparavant, et l'adaptation leur impose un effort énorme. L'apprentissage de la langue est l'un des éléments les plus importants du processus qui permet à l'immigrant de s'intégrer à la culture de son nouveau pays et à s'adapter entièrement au Canada. L'apprentissage de la nouvelle langue et l'instruction civique sont dispensés en même temps dans les cours de langue réguliers (Richmond, 1967:225).

La mesure dans laquelle la naturalisation symbolise le désir de se fixer en permanence et l'esprit d'appartenance au Canada varient sensiblement. Comme on l'a déjà noté, les pressions qui s'exercent sur les immigrants pour les décider à postuler la citoyenneté canadienne varient selon leur nationalité et les circonstances entourant leur migration. Pour certains, c'est une condition indispensable pour trouver de l'emploi, par exemple, dans la Fonction publique, et pour d'autres c'est une condition indispensable pour devenir membre d'une association professionnelle. Pour d'autres, un passeport canadien facilite simplement les voyages aux États-Unis et ailleurs. Toutefois, beaucoup expriment un fort sentiment d'appartenance au Canada sans ressentir la nécessité d'en devenir ressortissants. De la même façon, certains de ceux qui ont acquis la citoyenneté ne s'intègrent pas étroitement au Canada de ce fait.

À l'occasion de l'enquête de 1970 portant sur la région métropolitaine de Toronto, on a établi un indice d'intégration au Canada. La citoyenneté canadienne, pour ceux qui y résident depuis plus de cinq ans, ou bien l'intention ferme de l'acquérir pour ceux qui n'y sont pas encore admissibles, comprenaient un élément de l'indice. Toutefois, on a tenu compte d'autres facteurs connexes, dont les suivants: les immigrants considéraient-ils le Canada comme leur «patrie»; prévoient-ils de s'y fixer en permanence; se sentaient-ils réellement Canadiens ou bien estimaient-ils appartenir davantage à leur ancienne patrie; enfin, appuieraient-ils une équipe sportive du Canada qui affronterait une équipe de leur ancien pays. Cet indice, qui comporte des points allant de 0 à 6 constitue un indicateur fiable de l'esprit d'appartenance et de l'intégration au Canada.

La durée de résidence semble être l'élément particulier le plus important lorsqu'il s'agit de déterminer l'esprit d'appartenance au Canada (Goldlust et Richmond, 1973c). Après vingt ans de résidence, on ne relève plus de différence sensible entre les immigrants, quels que soient le lieu de naissance et l'origine ethnique, comme le montre le diagramme 5.1. Les immigrants d'origine slave et juive acquièrent plus rapidement que les autres un profond sentiment d'appartenance. Les immigrants italiens sont plus lents à s'intégrer au Canada. Les effets directs du niveau d'instruction sont négatifs, c'est-à-dire que plus l'immigrant est instruit, moins il s'intègre au Canada. Toutefois, les effets indirects de l'instruction sont plus positifs. L'instruction facilite l'intégration culturelle, et notamment l'apprentissage rapide de l'anglais, ce qui accroît l'esprit d'appartenance. Parmi les immigrants non anglophones, les autres facteurs qui favorisent l'acculturation sont la satisfaction

générale et la participation à des associations bénévoles. Quant aux immigrants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais, la satisfaction et l'acculturation sont liées à l'intégration. Une connaissance médiocre de l'anglais, la lecture de journaux étrangers et le fait de se lier d'amitié surtout avec des membres du même groupe ethnique sont des facteurs négatifs. Au cours des premières années de résidence, la présence d'un grand nombre de proches parents, à Toronto, a diminué le sentiment d'appartenance, mais après vingt années de résidence cette influence l'accroît. Il est probable que ce renversement est dû à la présence d'enfants et de petits-enfants qui grandissent au Canada.

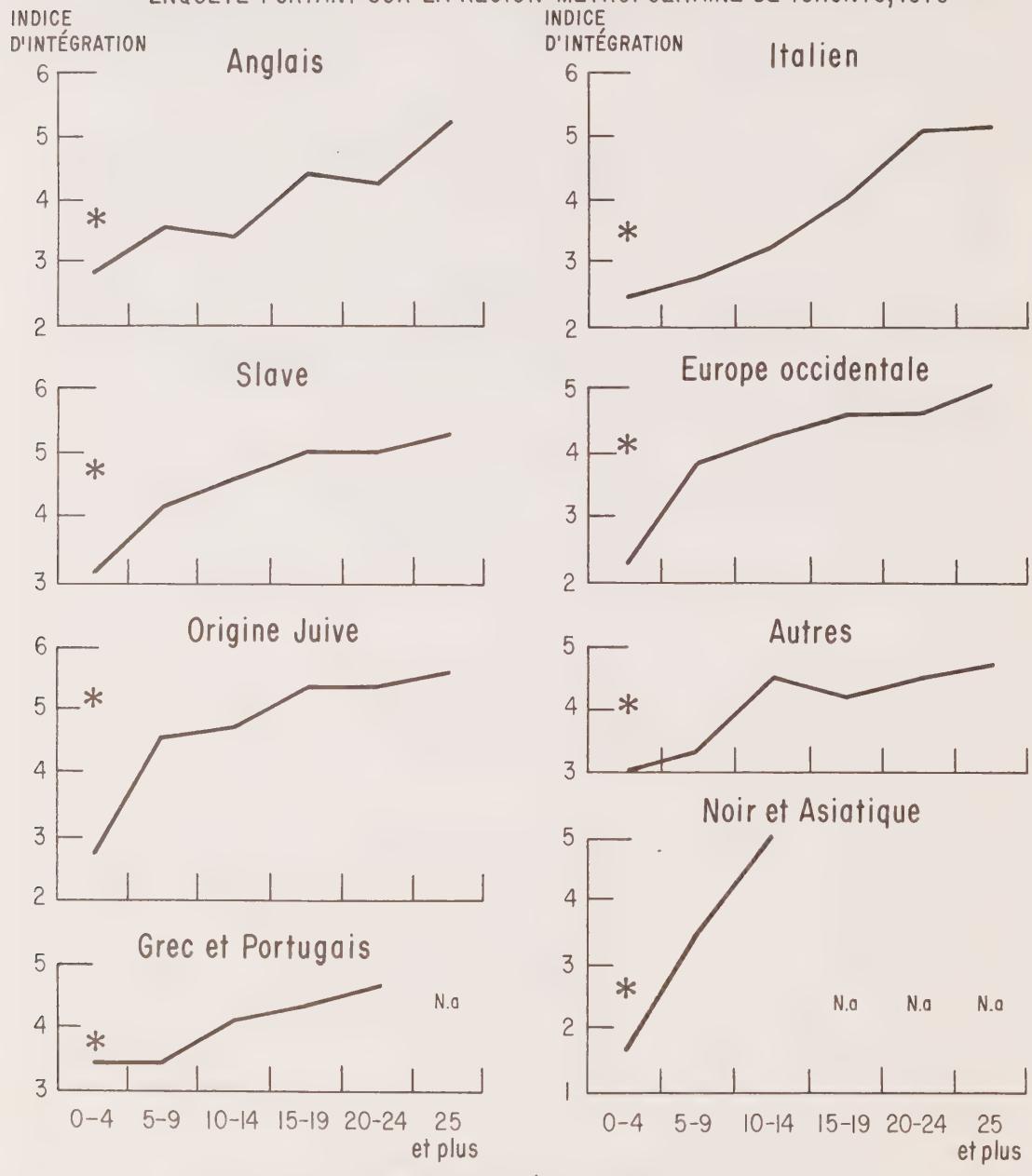
L'un des résultats les plus étonnantes de l'enquête portant sur Toronto est le faible degré d'appartenance des immigrants blancs et protestants, d'origine anglo-saxonne. On aurait pu s'attendre à ce que, étant donné l'influence du groupe britannique qui prédomine au Canada, les protestants anglophones s'intègrent plus rapidement au pays que les autres. En fait, les catholiques, les Juifs et les adeptes de la religion orthodoxe orientale acquièrent plus rapidement un esprit d'appartenance au Canada que les protestants, surtout les Britanniques. Cela semble indiquer que le pluralisme culturel et l'importance qu'on attache au culturalisme qui caractérisent le Canada, ces dernières années, engendrent un esprit d'appartenance plus grand chez les groupes ethniques minoritaires.

L'enquête portant sur la région métropolitaine de Toronto révèle que l'esprit d'appartenance le plus fort se trouve chez les immigrants qui résident au Canada depuis vingt ans ou plus et qui revoient souvent leurs proches parents. Viennent ensuite les immigrants y ayant résidé entre 10 et 19 ans, dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni l'italien et qui ne se fient guère aux informations de la presse étrangère. Au côté opposé de l'échelle, on trouve les immigrants de diverses nationalités ayant résidé moins de cinq années au Canada, qui sont relativement insatisfaits de leur sort, mal intégrés sur le plan social et ayant connu des problèmes initiaux d'adaptation. Entre ces deux extrêmes, on retrouve diverses combinaisons de périodes de résidence, associées à d'autres facteurs qui contribuent à un degré modéré d'intégration.

Dans une société pluraliste comme celle qui existe au Canada, l'esprit d'appartenance peut être tout à fait indépendant de la façon dont un individu définit sa propre identité ethnique. Lors de l'enquête portant sur la région métropolitaine de Toronto, certaines questions visaient à déterminer comment les immigrants définissent leur propre identité ethnique par opposition à la définition utilisée dans le recensement, laquelle se fonde sur l'ascendance paternelle. Parmi les Canadiens autochtones, 39 p. 100 définissent leur identité ethnique comme «Canadienne» sans autre nuance, par comparaison avec 14 p. 100 chez les chefs de ménage d'origine étrangère. Dix pour cent des Canadiens de naissance et 7 p. 100 des enquêtés nés à l'étranger accolent une nuance au terme «Canadien». Parmi les Canadiens autochtones, 37 p. 100 se désignent «Britannique», par rapport à 23 p. 100 des chefs de ménage immigrants. Les plus portés à se désigner Canadiens tout court sont les personnes nées au Canada, de parents nés au Canada, et dont l'ascendance paternelle n'est ni britannique ni française. Cinquante-trois pour cent des membres de ce groupe se désignent ainsi. Chez les immigrants, la propension à décrire leur identité ethnique comme «Canadienne» est la plus forte parmi ceux qui viennent de l'Europe occidentale. Les autres facteurs associés au sentiment de l'identité canadienne sont: l'arrivée au pays en bas âge, la migration

Graphique 5.1

INDICE D'INTÉGRATION DE CHAQUE GROUPE ETHNO-LINGUISTIQUE EN FONCTION DE LA DURÉE DE RÉSIDENCE AU CANADA (HOMMES, NÉS À L'ÉTRANGER)  
ENQUÊTE PORTANT SUR LA RÉGION MÉTROPOLITaine DE TORONTO, 1970<sup>(1)</sup>



\* LE GROUPE ETHNOLINGUISTIQUE EN FONCTION DE LA DURÉE DE RÉSIDENCE MOYENNE

(1) ÉCHANTILLON STRATIFIÉ COMPRÉNANT 1,939 ENQUÊTÉS DE SEXE MASculIN, NÉS À L'ÉTRANGER

SOURCE: Institute for Behavioural Research, Université York

pour des raisons politiques et le faible indicateur de distance social sur l'échelle de Bogardus. Ce dernier facteur indique une plus grande propension à se marier ou à nouer des liens d'amitié avec des membres d'autres groupes ethniques. Inversement, les minorités ethniques soucieuses de conserver leur propre culture et leur propre identité en tant que groupe sont moins portées à parler de Canadiens. Ainsi, par exemple, malgré leur profond esprit d'appartenance au Canada, les immigrants juifs et les adeptes de la religion orthodoxe orientale sont moins portés à se dire Canadiens (Richmond, 1973).

L'étude portant sur l'Alberta montre qu'il est important d'établir une distinction entre la citoyenneté, la nationalité et l'identité ethnique. À l'occasion de cette enquête deux questions furent posées, outre celles portant sur le lieu de naissance et la citoyenneté. La première était: «Quelle est votre nationalité?», la deuxième: «À quel groupe ethnique appartenez-vous?». La réponse «Canadien» était possible à toutes ces questions et la proportion de ceux qui l'ont donnée, par pays de naissance, figure au tableau 5.4. Parmi les personnes nées au Canada, une sur trois ne se disait pas de nationalité canadienne; les réponses les plus fréquentes furent «Britannique», «Français» et «Ukrainien». Un sur cinq seulement des chefs de ménage nés au Canada se disaient Canadiens. Les réponses les plus courantes furent Britannique, Allemand et Ukrainien. Toutefois, une sur trois des personnes interrogées ne savait pas ce que l'on entendait par «groupe ethnique», ou n'était pas en mesure de répondre. Autrement dit, bien que la notion de citoyenneté et de nationalité soit comprise presque de tout le monde, l'appartenance ethnique constitue un concept plus difficile à saisir.

TABLEAU 5.4  
ENQUÊTE PORTANT SUR CALGARY ET EDMONTON, 1971\*

Pourcentage d'immigrants se disant "Canadien" selon le lieu de naissance

	Citoyen canadien %	Nationalité canadienne %	Groupe ethnique canadien %
Lieu de naissance			
Alberta	100	62	20
Reste du Canada	100	65	20
Grande-Bretagne	32	19	5
Ailleurs	57	27	3
Total	89	55	16

\* Échantillon stratifié de chefs de ménage comprenant 900 enquêtés. Enquête menée par le Conseil des ressources humaines de l'Alberta.

Source: Institute for Behavioural Research, Université York.

L'intégration et l'esprit d'appartenance à une société pluraliste telle que la nôtre, qui encourage une politique de multiculturalisme, n'est pas incompatible avec le maintien d'une identité nationale ou ethnique distincte. Au contraire, la possibilité de maintenir de ces traits distinctifs particuliers est peut-être l'un des facteurs qui engendrent le profond esprit d'appartenance des groupes minoritaires. L'inverse n'est pas nécessairement vrai. Il est peu probable que le caractère pluraliste de notre société soit la cause du sentiment d'appartenance relativement faible que manifeste le groupe protestant anglophone. Il semble plus vraisemblable que les immigrants protestants anglophones font partie d'un secteur de plus en plus mobile de la population mondiale qui ne s'enracine pas facilement dans un pays quelconque. Le niveau d'instruction, la compétence professionnelle et technique de ces immigrants qui sont exigés et facilement reconnus dans de nombreux pays, joints à une transition relativement facile au départ du pays d'origine et à la réintégration ultérieure sans difficulté constituent des facteurs plus importants. Même lorsqu'ils ne se fixent pas en permanence et manifestent un faible esprit d'appartenance au Canada pendant leur séjour dans ce pays, ces immigrants peuvent néanmoins apporter une importante contribution sur le plan économique et sous d'autres rapports. C'est là, en fin de compte, un mode d'adaptation à la société canadienne parmi d'autres.

## MODES D'ADAPTATION DES IMMIGRANTS AU CANADA

Le Canada n'est pas une société homogène comportant un mode de vie unique. Les modes de vie du pêcheur de Terre-Neuve, de l'agriculteur des Prairies, du mécanicien automobile, de l'enseignant et du directeur d'une grande société diffèrent autant entre eux, sinon plus, que celui des immigrants diffère de celui des Canadiens de naissance. Les immigrants qui vont d'une partie du Canada à une autre se rendent compte qu'ils doivent s'adapter presque autant que les immigrants en provenance d'autres pays. Le kaléidoscope canadien offre aux immigrants de nombreuses voies différentes qui facilitent leur intégration. Ils ont le choix, par exemple, de la région ou de la localité où ils veulent s'établir. Ce choix est limité, dans une certaine mesure, par leur instruction, leur compétence professionnelle et leur degré d'intégration culturelle. Les possibilités d'emploi au Canada et les autres facteurs situationnels décrits ci-dessus, notamment le degré d'acceptation de la part des Canadiens, constituent d'autres éléments de contrainte.

On peut esquisser une typologie de l'adaptation des immigrants de sexe masculin en considérant l'instruction, la durée de résidence et l'attitude de l'immigrant lui-même vis-à-vis du maintien d'une certaine distance ethnique et sociale, de sa langue et de sa culture. Les types caractéristiques suivants ont été relevés à Toronto, mais on les retrouve probablement, dans des proportions différentes, ailleurs au Canada (Goldlust et Richmond, 1973b).

### Les villageois urbains

À Toronto, cette catégorie de villageois urbains comprend environ un chef de ménage sur trois nés à l'étranger. De façon caractéristique, cet immigrant a moins de dix années de scolarité et réside au Canada depuis moins de cinq ans. Il vivait probablement sur une ferme, dans un village ou une petite ville et a vraisemblablement été désigné par un parent proche, ou bien il est arrivé au Canada dans le cadre d'un programme officiel de recrutement de main-d'œuvre agricole, à l'étranger; il est venu sans tarder à Toronto, où il a trouvé un emploi non spécialisé ou semi-spécialisé dans l'industrie du bâtiment ou de transformation. Son revenu et son statut professionnel sont faibles, selon les normes canadiennes, mais il éprouve un sentiment de réussite relative comparativement à son niveau de vie dans son pays d'origine. Sa connaissance de l'anglais et son intégration culturelle générale sont encore médiocres. Il écoute souvent la radio et lit les journaux de son groupe ethnique. Toutefois, il entretient d'étrôites relations sociales avec des parents et des amis, qu'il voit souvent, et qui lui ressemblent sur bien des points. S'il n'était pas marié à son arrivée au Canada, il a probablement épousé une compatriote ou une femme qui présente les mêmes traits sociaux et ethniques que lui. Il appartient peut-être à un syndicat, mais ne joue pas un rôle actif dans d'autres organismes. Il a acheté une maison, à Toronto, et a pris racine dans un quartier où vivent également un grand nombre de ses amis et de ses parents. Il est très satisfait de la vie au Canada et n'a pas l'intention de le quitter. Au fur et à mesure que ses enfants y

grandiront, il estimera probablement qu'il ferait bien d'acquérir la citoyenneté canadienne.

### Les Anglo-Canadiens conformistes

Environ un tiers de tous les chefs de ménage d'origine étrangère, à Toronto, se rangent dans cette catégorie. Elle comprend également la majorité de ceux qui ont un niveau d'instruction moyen ou élevé, qui ont résidé au Canada cinq ans ou plus et qui maintiennent une faible distance ethnique et sociale, c'est-à-dire, qui manifestent un certain esprit cosmopolite et préconisent l'assimilation culturelle plutôt que le pluralisme. Typiquement, un tel immigrant était enfant ou jeune adulte à son arrivée au Canada, et, s'il ne parlait pas déjà l'anglais, il l'a appris rapidement et s'est intégré de façon étroite sur le plan culturel. Il a une compétence professionnelle satisfaisante, ou facilement reconnue au Canada, ce qui lui permet d'occuper un emploi spécialisé dans le domaine technique ou intellectuel, et ses revenus sont au-dessus de la moyenne. Il appartient à diverses associations où il joue un rôle actif. Il est entouré d'un réseau social hétérogène et il épousera probablement une Canadienne de naissance ou bien une femme d'origine ethnique différente de la sienne. Il a peu de contacts avec sa famille à l'exception de ses proches parents. Il commence probablement par louer un appartement ou une maison, mais même après être devenu propriétaire, il se déplacera plus souvent, étant moins enraciné dans son quartier que d'autres immigrants. Il est modérément satisfait des conditions de vie au Canada et compte y résider en permanence. Il s'intègre étroitement au Canada et acquerra probablement la citoyenneté canadienne.

### L'immigrant intégré de façon pluraliste

À Toronto, environ un chef de ménage sur dix, d'origine étrangère, tombe dans cette catégorie. Généralement, cet immigrant a plus de dix années de scolarité et souvent une certaine compétence professionnelle ou technique postsecondaire. Il vit au Canada depuis dix années ou plus, étant peut-être arrivé à titre de réfugié ou pour des raisons politiques. Il insiste beaucoup pour conserver certains aspects de son ancien patrimoine linguistique, culturel et religieux et continue chez lui de s'exprimer dans sa langue maternelle. Il a pu faire l'objet d'une certaine discrimination et éprouver au début des difficultés à faire reconnaître sa compétence professionnelle, ce qui a entraîné une certaine baisse de statut professionnel qu'il a réussi à récupérer. Il jouit maintenant d'un statut professionnel et de revenus moyens ou élevés et sa situation professionnelle s'est améliorée, comparativement à son premier emploi au Canada. Il pense également que sa situation sociale est meilleure par rapport à ce qu'elle était dans son pays d'origine. Il a des amis et des parents au Canada et son réseau principal de relations sociales est relativement homogène. Il a acheté une maison et est très attaché à son voisinage actuel. Il appartient à diverses associations où il joue un rôle actif, l'une d'entre elles étant probablement une association de son groupe ethnique. Il est très satisfait des conditions de vie au Canada; il a décidé de s'y établir en permanence et a probablement acquis la citoyenneté canadienne. Toutefois, il définit sa propre identité ethnique autrement qu'en terme de nationalisme canadien.

## L'immigrant de passage

Cette catégorie regroupe environ un chef de famille sur six, à Toronto. Cet immigrant possède généralement un niveau d'instruction au-dessus de la moyenne et habite le Canada depuis moins de cinq ans. Il a généralement une certaine connaissance préalable de la langue anglaise, si celle-ci n'est pas sa langue maternelle, ce qui facilite son acculturation rapide. Toutefois, il ne compte pas au début s'établir en permanence au Canada. Si ses titres de compétence professionnelles sont acceptés, cet immigrant obtiendra rapidement un emploi qui lui procurera un statut professionnel et des revenus élevés en dépit de certaines difficultés initiales. Il a tendance à faire partie d'associations se rattachant à son travail ou à ses loisirs. Il a peu de proches parents à Toronto et ses relations d'amitié sont hétérogènes du point de vue ethnique et social. Il louera probablement un appartement plutôt que d'acheter une maison et manifeste une forte propension à déménager, pour aller s'installer ailleurs au Canada, dans un autre pays ou bien pour retourner dans son pays d'origine. Il ne pense pas que son statut professionnel et sa situation sociale se sont améliorés par suite de sa migration. Il s'intègre peu au Canada et ne manifeste pas un profond esprit d'appartenance. Son niveau de satisfaction est moyen ou inférieur à la moyenne, selon que ses espoirs à court terme ont été réalisés ou non. Un tel immigrant peut apporter une importante contribution économique pendant la durée de son séjour au Canada, mais il est peu probable qu'il s'y établira en permanence ou qu'il acquerra la citoyenneté canadienne. Lorsqu'un tel immigrant constate que ses titres de compétence professionnelle ne sont pas reconnus et qu'il doit prendre un emploi inférieur à celui qu'il occupait dans son pays de provenance, il peut alors éprouver un sentiment très vif de frustration et d'insatisfaction.

## L'immigrant déçu

Moins d'un chef de ménage sur vingt-cinq, à Toronto, se range dans cette catégorie, mais on y retrouve en plus grand nombre des immigrants célibataires. De façon typique, un tel immigrant possède moins de dix années de scolarité et vit au Canada depuis moins de cinq ans. Il y est probablement venu après avoir été désigné par un proche parent ou bien comme touriste et y est resté sans obtenir de visa d'immigration. Au cours de son bref séjour, il a appris peu ou pas d'anglais et ne s'est généralement pas intégré sur le plan culturel. Il loue probablement une chambre ou bien habite chez un parent. Il est célibataire, ou bien, s'il est marié, sa famille ne l'a pas accompagné. Il est isolé sur le plan social et son groupe d'amis est restreint et se compose de personnes qui lui ressemblent. Il fait un travail non spécialisé et mal payé, il change fréquemment d'emploi et se trouve souvent en chômage. Il n'appartient à aucun syndicat ou organisme. Son statut professionnel et ses revenus sont faibles et sa situation générale est moins bonne qu'auparavant. Il estime que sa situation matérielle s'est dégradée depuis son arrivée au Canada et est bien inférieure à celle d'autres Canadiens. Il est très insatisfait des conditions de vie au Canada et ne s'intègre pas à son nouveau pays. Il n'a pris racine dans aucun milieu et il est porté à déménager souvent pour chercher d'autre emploi ou un logement moins cher. S'il pouvait réunir les fonds nécessaires, il repartirait, soit pour aller dans un autre pays soit pour retourner chez lui. Toutefois, il ne tient pas à rentrer dans son pays après un «échec», aussi restera-t-il probablement jusqu'à ce que sa situation s'améliore.

Cette typologie des divers modes d'adaptation à la vie canadienne est une simplification abusive et ne tient pas compte du très grand nombre de différentes façons dont les immigrants s'adaptent et s'intègrent à notre régime économique et social en évolution rapide. La grande majorité des immigrants se sont adaptés de façon satisfaisante et, en même temps, la société canadienne elle-même s'est adaptée de multiples façons à la présence des immigrants. Néanmoins, on pourrait faire davantage pour faciliter la transition entre le pays d'origine et le pays d'adoption de l'immigrant. Les frustrations et l'insatisfaction se manifestent le plus parmi les immigrants qui éprouvent des difficultés à trouver un emploi correspondant à leur instruction et à leur compétence professionnelle, ou ceux qui sont victimes d'autres formes de discrimination au Canada.

De nombreux immigrants, particulièrement ceux qui ont un faible niveau d'instruction, qui ont été désignés par de proches parents et qui, sur le plan culturel et social, n'ont pas été assimilés dans le courant principal de la vie anglo-canadienne (cette étude ne traite pas de la situation des immigrants au Québec, mais les mêmes considérations s'appliquent probablement à de nombreux immigrants italiens et autres de Montréal). Toutefois, la structure pluraliste de la société canadienne a facilité l'adaptation de ces immigrants à leurs propres quartiers ethniques et réseaux sociaux. Ces immigrants sont très satisfaits et ne tardent pas à s'intégrer étroitement au Canada. L'incertitude la plus grave est l'avenir des enfants de ces familles d'immigrants, qui sont nés au Canada. Certains sociologues insistent fortement sur la nécessité d'offrir des chances égales à tous en matière d'instruction et de formation professionnelle à l'intérieur du cadre hautement compétitif et hiérarchisé d'une société moderne ou post-industrielle (Porter, 1965:72-74, 1968:5-19). La conservation d'une langue et d'un patrimoine culturel différents de ceux de la majorité, ainsi que la participation à des réseaux serrés d'amis et de parents sont parfois considérées comme un obstacle à la mobilité sociale. Les enfants des immigrants peu instruits (qui ont occupé la plupart des emplois non spécialisés ou semi-spécialisés dans les industries de transformation et du bâtiment, en expansion rapide, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale) pourraient se ressentir à l'avenir d'une combinaison de facteurs ethniques et sociaux. Si l'on veut offrir des chances égales à tous au Canada, des mesures délibérées s'imposeront pour permettre à ces enfants nés au Canada de surmonter leur handicap. Ces mesures pourraient prendre la forme de cours de formation linguistique plus poussés à l'intention des immigrants adultes et de leurs enfants, ainsi que d'une aide financière aux étudiants défavorisés les plus aptes, afin de leur permettre de poursuivre leurs études. Il va sans dire qu'il importe de supprimer tous les vestiges de discrimination ethnique, dans tous les domaines de la vie canadienne.

Cependant, les résultats des diverses études sur les immigrants au Canada n'appuient pas la thèse selon laquelle tous les immigrants doivent s'adapter à un même mode de vie, à l'image des classes moyennes anglophones de la population dont les membres sont d'origine britannique. D'ailleurs, les immigrants qui s'adaptent dès le début le plus étroitement à ce mode de vie sont souvent les moins satisfaits et les moins engagés. L'adaptation réciproque de la majorité britannique et des nombreux étrangers de nationalités différentes qui se sont installés au Canada a permis l'assimilation d'un grand nombre d'immigrants avec un minimum de conflits. Les patrimoines culturels et linguistiques apportés par les mouvements successifs d'immigrants ont grandement enrichi le mode de vie canadien. Le multiculturalisme, joint aux occasions de maintenir les liens avec la famille et les

amis de même origine, ont nettement engendré un profond degré de satisfaction et d'esprit d'appartenance au Canada.

## RÉSUMÉ ET CONCLUSION

Compte tenu du fait qu'environ un immigrant sur trois arrivé au Canada depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale n'y réside plus, nous avons «absorbé» un peu moins d'un million et demi de personnes, par le truchement de l'immigration, au cours de cette période. Dans le même temps, un nombre inconnu de Canadiens ont émigré ou sont allés vivre à l'étranger pendant un nombre variable d'années. Cette émigration a encore contribué à réduire la contribution de la migration nette à la croissance démographique. Il est probable que de tels échanges de population se poursuivront dans le monde, à moins que les gouvernements n'imposent des restrictions rigoureuses à l'émigration ou à l'immigration. La politique démographique et d'immigration du Canada devra tenir compte à l'avenir de l'explosion démographique dans les pays en voie de développement, de l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, et notamment des ressources énergétiques, ainsi que des répercussions de la croissance industrielle et urbaine en matière de pollution et d'hygiène publique. Le pays continuera d'avoir besoin d'immigrants, ne serait-ce que pour remplacer les Canadiens qui quittent le pays, et des mesures appropriées s'imposeront pour faciliter l'intégration économique et sociale de ceux qui souhaitent s'établir au Canada en permanence. Le présent rapport a étudié certains des facteurs qui ont concouru par le passé à l'adaptation des immigrants au Canada.

### La situation canadienne

Les facteurs qui influent sur l'assimilation des immigrants et leur adaptation peuvent se résumer comme il suit. La politique du gouvernement après la Seconde Guerre mondiale a visé à encourager l'immigration en provenance de pays choisis. Les conditions démographiques et économiques étaient généralement favorables, encore que le nombre d'immigrants effectivement admis chaque année reflète les fluctuations du marché de l'emploi. Une aide limitée, de la part des gouvernements fédéral et provinciaux et de source non gouvernementale a été fournie aux immigrants pour faciliter leur adaptation, notamment des cours de langues. La grande majorité des immigrants a dû se frayer un chemin dans la société canadienne, avec une aide officielle minimale. Les immigrants se sont généralement concentrés dans les grandes agglomérations métropolitaines où les occasions d'emploi étaient les plus nombreuses. La politique de bilinguisme et de multiculturalisme du Canada, implicite pendant longtemps, s'est précisée récemment et a permis à de nombreux groupes d'immigrants et à leurs descendants nés au Canada de maintenir un degré élevé de pluralisme institutionnel et culturel dans ces agglomérations urbaines. Malgré l'attitude généralement tolérante vis-à-vis des membres des minorités ethniques (y compris les minorités noires et asiatiques), des préjugés latents persistent, surtout parmi les groupes de population les plus âgés et les moins instruits. De nombreux immigrants ont du mal à faire reconnaître leurs titres de compétence professionnelle et technique et ce sont les Noirs et les Asiatiques qui seraient le plus victimes de discrimination en matière d'emploi, de logement et dans d'autres secteurs. La situation qu'affrontent les immigrants n'est

pas uniforme par tout le pays, bien que des enquêtes effectuées à Calgary et Edmonton tendent à confirmer celle de Toronto au sujet des facteurs qui concourent à l'adaptation des immigrants. La situation qu'affronteront les immigrants dans le dernier quart du vingtième siècle ne sera pas nécessairement semblable à celle qui régnait au cours des vingt-cinq années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. En particulier, on trouvera sur le marché du travail un nombre croissant de jeunes adultes canadiens bien instruits. On est moins d'accord aujourd'hui sur les avantages d'une croissance économique rapide et de la concentration urbaine. L'arrivée d'un grand nombre d'immigrants noirs et asiatiques pourra être considérée comme une menace par les groupes de population plus âgés et moins instruits et par d'autres immigrants récemment installés, surtout si ces nouveaux arrivants semblent les concurrencer en matière de logement et d'emploi. Cependant, le niveau beaucoup plus faible de préjugés ethniques qu'expriment les jeunes, par comparaison avec leurs aînés, est encourageant.

#### Traits caractéristiques des immigrants

«Toutes les autres choses étant égales», la nationalité, la race et l'origine ethnique n'ont que peu d'effets directs sur l'adaptation des immigrants à la vie canadienne. Toutefois, en pratique, le pays de naissance tend à coïncider avec d'autres différences, telles que l'instruction, qui concourent davantage à l'adaptation. Ainsi, un grand nombre d'immigrants parrainés et désignés sont venus de l'Europe méridionale et ont été admis au Canada, bien que leur niveau d'instruction et leur compétence professionnelle étaient bien inférieurs à ceux des immigrants indépendants. Les immigrants provenant de l'Asie et des Caraïbes n'ont commencé à arriver en nombres importants qu'après l'introduction du système de sélection par «points», en 1967, et ils possèdent, en général, un niveau d'instruction supérieur à la moyenne.

Le niveau d'instruction a des effets apparemment contradictoires sur l'adaptation. Un niveau d'instruction élevé a permis une intégration culturelle plus rapide et une plus grande réussite matérielle, malgré certaines difficultés initiales. En même temps, les immigrants bien instruits tendent à être moins satisfaits de la vie au Canada et sont moins portés à s'y établir en permanence.

Bien que les immigrants désignés ne soient pas nécessairement motivés par le désir de vivre à proximité de leurs proches parents, ils font partie d'un réseau étroit de parents et d'amis, qui engendre souvent de fortes concentrations ethniques dans certaines agglomérations urbaines. Ces quartiers sont rarement des «ghettos» et semblent généralement faciliter le processus d'intégration sociale des immigrants, bien qu'ils retardent parfois l'intégration culturelle au secteur anglophone ou francophone de la population.

Les immigrants qui sont arrivés au Canada à titre de réfugiés ou pour des raisons politiques éprouvent parfois au début des difficultés d'adaptation, mais ils manifestent généralement un profond esprit d'appartenance au Canada tout en jouant un rôle étonnamment actif dans les associations ethniques.

## Le processus et les modes d'adaptation

De nombreux immigrants éprouvent, au début, un certain «choc culturel» et déclarent avoir eu des problèmes d'adaptation au cours des deux ou trois premières années de résidence au Canada. Pour ceux dont la langue maternelle n'est pas l'anglais (ou le français s'ils sont installés au Québec) ou qui ne connaissaient aucune des deux langues officielles avant leur arrivée, la langue constitue le principal obstacle. Autres difficultés souvent mentionnées: la recherche d'un emploi ou d'un logement et le sentiment de solitude et d'isolement social dans les grandes villes. Les problèmes d'emploi s'aggravent par suite de la discrimination ethnique et de la non-reconnaissance au Canada des titres professionnels et techniques acquis à l'étranger. À Toronto, ce sont les immigrants non anglophones, peu instruits et qui ont plus de 25 ans à leur arrivée au Canada qui éprouvent les difficultés d'adaptation les plus grandes.

À leur arrivée au Canada, nombre d'immigrants doivent accepter une situation professionnelle inférieure à celle dont ils jouissaient auparavant. Certains réussissent à l'améliorer, mais pas toujours dans la profession qu'ils projetaient d'exercer au Canada. Plus le niveau d'instruction de l'immigrant est élevé, plus il est probable qu'il subira une certaine baisse initiale de statut professionnel, mais aussi plus il a de chances de rétablir sa situation. Au Canada, les salaires et le niveau de vie élevés permettent à de nombreux immigrants de compenser la baisse de leur statut professionnel, par rapport à ce qu'il était dans leur pays d'origine.

L'intégration culturelle, qui s'évalue par l'usage d'une langue officielle et la connaissance des symboles, des institutions et de la vie politique canadienne, dépend du niveau d'instruction et de la durée de résidence. Les mêmes facteurs déterminent également la mesure dans laquelle un immigrant participe aux associations bénévoles ou bénéficie des services récréatifs et culturels, en dehors de son propre quartier. Les immigrants moins instruits comptent davantage sur les divers services sociaux et commerciaux de la localité, offerts dans leur propre langue, et sur la presse et la radio de leur groupe ethnique.

L'esprit d'appartenance au Canada, y compris la résidence permanente et la citoyenneté, dépend aussi de la durée de séjour, mais se manifeste plus chez les immigrants peu instruits que chez les plus instruits. Néanmoins, de nombreux immigrants qui préconisent le multiculturalisme et souhaitent conserver leur identité ethnique se disent très satisfaits des conditions de vie au Canada et manifestent un profond esprit d'appartenance à notre pays.

Étant donné la grande diversité des modes de vie au Canada, qui correspond aux disparités régionales, urbaines et rurales, aux écarts entre les classes sociales et les milieux culturels, il n'est pas raisonnable de supposer que tous les immigrants s'adapteront de la même manière. Les études effectuées à Toronto révèlent que l'instruction et la durée de résidence, jointes à la volonté de maintenir les différences culturelles et une certaine distance ethnique et sociale, déterminent les principaux modes d'adaptation des immigrants. De nombreux immigrants originaires des régions rurales de l'Europe méridionale ont recréé dans les villes canadiennes des réseaux sociaux comprenant des proches parents et des compatriotes et personnes de leur région d'origine. Bien que leur situation matérielle soit faible selon les normes canadiennes, ils sont satisfaits de la vie au Canada. On peut les classer dans la catégorie des *villageois urbains*. On peut diviser en deux catégories principales les

immigrants indépendants ou réfugiés originaires de diverses parties du monde qui ont un niveau d'instruction plus élevé. Il s'agit des immigrants *anglo-conformistes* (ou *franco-conformistes* dans certaines parties du Québec) qui cherchent à s'assimiler à la classe moyenne canadienne aussi rapidement que possible; les autres préfèrent une forme *pluraliste* d'intégration sociale qui conserve certains aspects de la langue et de la culture d'origine. Il y a également le nombre croissant de migrants de *passage* qui apportent des connaissances techniques de grande valeur à l'économie canadienne, mais qui ne prévoient pas se fixer en permanence au Canada. Enfin, il existe une minorité d'immigrants *déçus* dont l'échec à trouver un emploi stable correspondant à leur compétence, joint à leur isolement social et à leur absence d'intégration culturelle, engendre une profonde insatisfaction et de fortes tensions.

Étant donné les changements rapides que connaît la société canadienne, ainsi que les conditions qui règnent ailleurs dans le monde, il n'est pas possible de conclure que les facteurs qui ont influé sur l'assimilation des immigrants et leur mode d'adaptation à la vie canadienne au cours des dernières années se perpétueront de la même façon à l'avenir. Néanmoins, la présente étude souligne qu'il importe de reconnaître que la taille et la nature du mouvement d'immigration ne pourront faire autrement que d'exercer une profonde influence sur notre société dans les années à venir.

## BIBLIOGRAPHIE

ADAMS, W. (éd.), *The Brain Drain* (New York: MacMillan, 1968).

ADORNO, T. W., FRENKEL-BRUNSWICK, E., *et al.*, *The Authoritarian Personality* (New York: Harper, 1950).

BAGLEY, C., *The Dutch Plural Society: A Comparative Study in Race Relations* (London: Oxford University Press, 1973).

BOHNING, W. R., *The Migration of Workers in the United Kingdom and the European Community* (London: Oxford University Press, 1972).

BURNET, J., «Ethnic Relations and Ethnic Policies in Canadian Society», 1973. Exposé présenté au 9ième Congrès international d'anthropologie (Chicago, publication paraîtra à La Haye: Mouton, 1974).

CHILD, I. L., *Italian or American? The Second Generation in Conflict* (New Haven: Yale University Press, 1943).

C.I.P.O., Enquête no 335. Déposé à Institute for Behavioural Research, Université York, 1969.

COLE, H. S. D., FREEMAN, C., *et al.*, *Thinking About the Future: A Critique of the «Limits to Growth»* (London: Chatto and Windus, 1973).

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA, Débats (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1955).

COWAN, L., «Migration and the Labour Force. 1971», *Canada Manpower Review*, vol. V, no 4, 1972, pp. 1-7.

DANZIGER, K., *The Socialization of Immigrant Children*, Institute for Behavioural Research, Université York, 1971.

GOLDLUST, J. et RICHMOND, A. H., «A Multivariate Analysis of the Economic Adaptation of Immigrants in Toronto», Exposé présenté à l'Assemblée canadienne de sociologie et d'anthropologie (Kingston: Université Queen's, 1973a) (non publié).

«A Multivariate Model of Immigrant Adaptation», Rapport présenté à la «Conférence sur la politique et la recherche en matière de migrations: Perspectives canadiennes et mondiales», organisée par l'Association internationale de sociologie, Comité de recherche sur les migrations (Waterloo, Ontario: Université de Waterloo, 1973b) (publication à venir).

GOLDLUST, J. et RICHMOND, A. H., «Factors Associated with Commitment to and Identification with Canada», Rapport présenté à une conférence organisée par l'Association canadienne d'études ethniques, Toronto, 1973c (publication à venir).

*Multivariate Analysis of Immigrant Adaptation: A Study of Male Immigrant Householders in Metropolitan Toronto*, Rapport sur la recherche en cours de préparation pour le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et le Secrétariat d'État, Ottawa, 1974.

HAWKINS, F., *Canada and Immigration: Public Policy and Public Concern* (Montréal: McGill-Queen's University Press, 1972).

HEKMATI, M. et GLASER, W. A., «The Brain Drain and UNITAR's Multinational Research Project on the Subject», *Soc. Sci. Inform.*, 12 (2):123-138, 1973.

INFORM, «The Low Down: Survey Reveals Hard Facts About Calgary and Edmonton», *Inform*, vol. III, no 4, novembre 1971, Edmonton Human Resources Council of Alberta.

JONES, F. E. et LAMBERT, W. E., «Occupational Rank and Attitudes Toward Immigrants», *Public Opinion Quarterly*, vol. 29, pp. 137-144, 1965.

«Some Situational Influences on Attitudes Toward Immigrants», *The British Journal of Sociology*, vol. 18, no 4, pp. 408-424, 1967.

KALBACH, W., *The Impact of Immigration on Canada's Population* (1961 census monograph) (Ottawa: Bureau fédéral de la statistique, 1970).

LAVIOLETTE, F. E., *The Canadian Japanese and World War II* (Toronto: University of Toronto Press, 1948).

MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE L'IMMIGRATION, *The Recognition of Immigrants' Qualifications in Selected Professions and Trades*, Rapport no 2, Entrance Requirements in Ontario (Ottawa: Direction de la recherche, Service de l'établissement des programmes, 1971).

*The Recognition of Immigrants' Qualifications in Selected Professions and Trades*, Rapport no 3, Entry Requirements in Quebec (Ottawa: Direction de la recherche, Service de l'établissement des programmes, 1972).

MARR, W. L., *The Economic Impact of Canadian Inward and Outward Migration and Their Determinants: 1950-67* (Western, Ontario: University of Western Ontario, 1972).

MEADOWS, D. H. et MEADOWS, D. L., et al., *The Limits to Growth* (New York: Universe Books, 1972).

NAGATA, J., RAYFIELD, J. et FERRARIS, M., *English Language Classes for Immigrant Women with Pre-School Children* (Toronto: Université York, Institute for Behavioural Research, 1970).

NEWMANN, B., MEZOFF, R. et RICHMOND, A. H., *Immigrant Integration and Urban Renewal in Toronto* (La Haye: Martinus Nijhoff; Toronto: Copp Clark, 1973).

PARAI, Louis, *Canadian International Migration, 1953-1965: An Empirical Study* (Université Yale, 1969).

PORTR, J., *The Vertical Mosaic* (Toronto: University of Toronto Press, 1965).

«The Future of Upward Mobility», *A.S.R.*, vol. 33, no 1, février 1968, pp. 5-19.

PORTR, J., BLISHEN, B. et PORTER, M., *Does Money Matter?* (Toronto: Université York, Institute for Behavioural Research, 1973).

RICHMOND, A. H., *Immigrants and Ethnic Groups in Metropolitan Toronto* (Toronto: Université York, Institute for Behavioural Research, 1967a).

*Post-War Immigrants in Canada* (Toronto: University of Toronto Press, 1967b).

«Immigration and Pluralism in Canada», *International Migration Review*, vol. 4, no 1, pp. 5-24, 1969a.

«Sociology of Migration in Industrial and Post-Industrial Societies» dans J. A. Jackson, *Sociological Studies 2: Migration* (Cambridge, Mass.: Cambridge University Press, 1969b).

«Problems of Integration and Services for Immigrants», Rapport d'expert non publié, présenté au Secrétariat d'État, Ottawa, 1972a.

*Ethnic Residential Segregation in Metropolitan Toronto* (Toronto: Université York, Institute for Behavioural Research, 1972b).

«Language, Ethnicity and the Problem of Identity in a Canada Metropolis», Communication présentée au 9ième Congrès international d'anthropologie et d'ethnologie, Chicago, 1973 (publication paraîtra à La Haye: Mouton, 1974).





